TOUT DOIT PARTIR

juillet 2008 #1

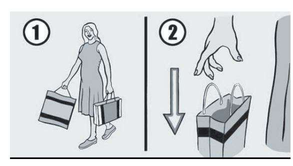
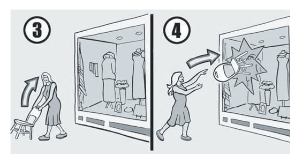
LIQUIDATION TOTALE DE CE QUI NOUS DETRUIT



NOUS NE VOULONS PAS CREVER A CAUSE DU CAPITALISME
VOILA POURQUOI LE CAPITALISME DOIT CREVER A CAUSE DE NOUS

TOUT DOIT PARTIR ?





Parce que malgré le vernis démocratique et la complaisance adoptée par la majoité face à un système qui *"pourrait être pire"*, nous sommes réduits à des vies de misère. Une misère qui n'est pas seulement financière, mais aussi affective, relationnelle,... Une pauvreté en terme de temps, d'autonomie, de savoirs, de plaisirs, d'imagination, d'épanouissement ; bref, en terme d'emprises réelles sur nos vies.

Se lever (tôt) pour aller s'enfermer un stock d'heures dans une activité abrutissante afin de gagner cette thune nécessaire à notre survie. Pouvoir ensuite aller cueillir de la bouffe industrielle dans les rayons des supermarchés sous l'oeil des caméras et des vigiles. Se laisser encoder par nos cartes de "fidélités", nos cartes bancaires, nos appels téléphoniques,... Apprendre déjà sur les bancs de l'école à la fermer et à nier nos désirs face à nos profs comme nous le ferons plus tard face aux patrons, aux contrôleurs de l'onem, aux flics, aux spécialistes, aux juges,... Etre tellement isolé de ses voisins, qu'on en arrive à nécessiter des espaces virtuels pour "se rencontrer". Ne tellement plus savoir écouter nos envies qu'on se retrouve à passer le week-end au centre commercial. Voilà ce que le capitalisme nous laisse comme "liberté-s" et en plus nous devrions nous en satisfaire.

Alors oui, tout doit partir !

Une autre vie est imaginable, mais pour cela il nous faut détruire le système qui nous enferme aujourd'hui. Pas le réformer, le détruire. Il ne s'agit pas d'amménager notre misère à coup de participation, de développement industriel durable, de capitalisme équitable, de prisons humaines, de réduction du temps de travail, ni en ajoutant encore quelques produits à la liste des consommables.

Tout doit partir, parce que même sans loyer, sans travail ou à la campagne, nous continuons à



Sommaire

centres fermés :

Quand la gauche réprime p.5
Provocateurs ? p.6
Suicide ou pas : meurtre d Etat p.8
Des cendres, pas des centres p.9
Ni résignation, ni revendication p.10
Brussels airlines a du mal a décoller p.11

Taules :

Rassemblement devant la prison de Lantin p. 16
Ils construisent des cages à Lantin p.16
La prison de Verviers saccagée p 16
La terreur des mots p.21

Soutien :

Tout doit partir n'a pas de prix. Il sera tantôt gratuit, tantôt à prix libre ou encore à prix fixe (mais jamais plus de 1,5 euro). Cela non seulement parce que pratiquement ça serait trop compliqué de suivre les pérégrinations d'un journal qui justement doit circuler, mais aussi parce que ce rapport de "donnant-donnant" nous emmerde profondément.

Parce que nous préférerions que les gens estiment si ce journal doit exister ou pas et que de là, ils amènent leur soutien selon leurs moyens et comme bon leur semble.

De notre côté, on se débrouille pour que ça coûte le moins cher possible, mais y a quand même des frais, alors filez de la thune !





OUI, TOUT !

Ce qui partira...

Tout doit partir : toutdoitpartir@boum.org
La Cavale : www.anarchistblackcross.be/
Basse intensité : http://basseintensite.internet-down.org
Cette semaine : http://cettesemaine.free.fr
www.infokiosques.net (même si tout n'est pas à prendre)

...quand nous n'en aurons plus besoin

France :

Vues du délire anti-terroriste p. 29
Lettre d Ivan et Bruno p.29
Semaine de solidarité sans frontières p.30
Affaire de Vierzon : des nouvelles de la dernière arestation p.33

Autres :

Le mal des transports p.15
Tant qu il y aura de l argent p.22
Histoires mutines :
- les autoréductions p.24
Squat : bouillon de poule p.35
Acrata : bibliothèque anarchiste p.35



subir la pression d'un monde qui nous domine. Parce que s'attaquer à ce système sans vouloir en saper les structures ne pourra jamais nous rendre libres.

Et ces élans de destruction, loin d'être une rhétorique des lendemains qui chantent, sont déjà perceptibles aujourd'hui en certains points. Un peu partout, des personnes s'attèlent à attaquer ce système d'exploitation et de domination.

Ce journal, nous l'avons mis sur pied pour diffuser cette révolte en compilant quelques méfaits de la guerre sociale en cours. Non pas par goût du spectacle ou par excitation porno-émeutière (ce qui aurait plutôt tendance à nous mettre à distance de ces faits et à nous satisfaire que d'autres se meuvent déjà pour nous), mais plutôt pour en visibiliser l'existence. Pour répandre des pratiques et des idées desquelles nous pouvons nous sentir proches. Pour faire état d'un désordre, là où plus rien ne semblait devoir arriver. Pour montrer que de tels actes sont possible, ici et maintenant, sans attendre le soulèvement du peuple ou le grand soir.

Ces actes ne sont pas le monopole de militants ou autres activistes révolutionnaires. L'insatisfaction quotidienne face à une vie de merde est assez répandue dans la société. Les militants ne sont pas des élites éclairées, seules capables à percevoir le paysage oppressif qui nous entoure. Dès lors, il n'est pas étonnant que beaucoup décident de se révolter, sans avoir eu besoin de théoriser leur rage, juste par nécessité par inadaptabilité. Nous ressentons une certaine forme de solidarité à l'encontre de tout acte s'attaquant à l'ordre établi, de toute personne désireuse de s'attaquer à ses chaînes.

Cette solidarité dans les actes, ne nous empêche pas d'avoir nos propres idées. Si nous voulons en finir une fois pour toute avec le vieux monde, c'est dans un appel vers l'auto-organisation, ce qui ne sera réellement possible qu'avec l'anéantissement de toutes formes de hiérarchie, de pouvoir (sur), de domination. Dans une lutte incessante pour la liberté, pas la liberté vendue par le néo-libéralisme, mais celle de disposer de soi même.

Pour la liquidation totale de tout ce qui nous détruit.



la marmite



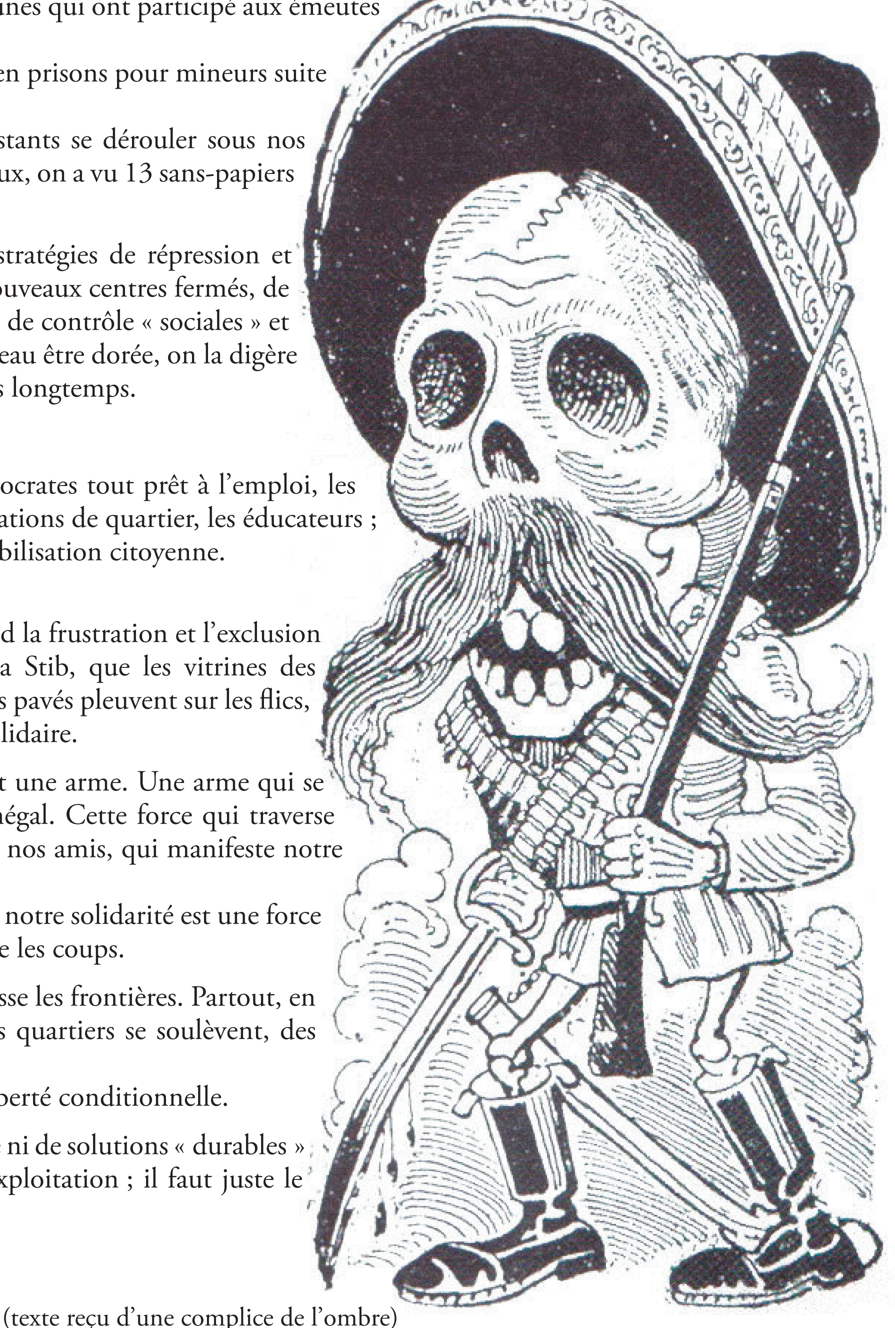
Ça couve en Belgique. Le malaise... La colère gronde, mais ça n'explose pas. Pas encore.

Quand ça explose, comme à Anderlecht récemment, on nous parle des injustices, des tensions raciales, de toutes ces choses qui servent à expliquer tranquillement des colères qui s'expriment sauvagement.
Mais on sait bien aussi, la hausse des prix du pétrole, du gaz, de l'électricité, de la nourriture.
Ici en apparence tout va bien, mais on sait quoi en penser des apparences…

Il y a bien les manifs, ça commence à se savoir ce qui habite, ce qui gronde au fond des foules. On nous joue la comédie démocratique. Le gouvernement n'arrive pas à statuer; dans les journaux du moins, ils se plaignent de ne pas savoir quoi faire et de sentir la pression monter. Très bien.

Sauf que nous, sur le terrain, on se rend bien compte de ce qui se passe et on n'est pas dupe.

On a vu des flics intimider les grévistes de l'église du Béguinage et par là les empêcher de rejoindre le rassemblement contre les rafles du 11 avril à Molenbeek.
Suite à cette même manif, on a vu les copains recevoir des amendes pour « interdiction de rassemblement dans les lieux publics ».
Ces mêmes lettres qui seront envoyées aux jeunes qui ont participé aux émeutes d'Anderlecht un bon mois plus tard.
On a vu 130 jeunes arrêtés et certains placés en prisons pour mineurs suite à ces émeutes.
On a vu une arrestation massive de manifestants se dérouler sous nos yeux pendant la manif du 29 avril, et parmi eux, on a vu 13 sans-papiers se faire incarcérés en centre fermé.



On n'est pas dupe. L'Etat s'organise et ses stratégies de répression et de contrôle s'intensifient ; construction de nouveaux centres fermés, de nouvelles prisons, mise en place de structures de contrôle « sociales » et « citoyennes » dans les quartiers. La pilule a beau être dorée, on la digère mal. Et le compromis ne pourra pas tenir très longtemps.

Même si, même si, …

La machine est bien rôdée, les discours démocrates tout prêt à l'emploi, les syndicats actifs sur tous les terrains, les associations de quartier, les éducateurs ; tout est en place pour encadrer une saine mobilisation citoyenne.
Pourtant ça déborde, tant mieux !

Quand ça part en émeute à Anderlecht, quand la frustration et l'exclusion poussent certains à s'attaquer aux bus de la Stib, que les vitrines des banques et des supermarchés tombent, que les pavés pleuvent sur les flics, on ne se demande pas « pourquoi », on est solidaire.

Parce que face à la répression, la solidarité est une arme. Une arme qui se transforme en force dans ce corps-à-corps inégal. Cette force qui traverse les murs des prisons, qui brise l'isolement de nos amis, qui manifeste notre présence auprès d'eux.
Parce que la stratégie de l'Etat est l'isolement, notre solidarité est une force qui nous permet de relever la tête et de rendre les coups.

Nous ne sommes pas seuls ; la solidarité dépasse les frontières. Partout, en France ou ailleurs, des gens s'organisent, des quartiers se soulèvent, des prisons brûlent ;
Parce que nous n'acceptons pas de vivre en liberté conditionnelle.

Il n'y a pas de gestion « humaine » de la misère ni de solutions « durables » à proposer à un système d'oppression et d'exploitation ; il faut juste le détruire.

NI CENTRES NI FRONTIERES
NI FLICS NI PRISONS

(texte reçu d'une complice de l'ombre)

Action... Réaction

Le 11 avril une trentaine de personnes se retrouvaient à Molenbeek, quartier populaire de Bruxelles, pour faire une manif sauvage contre les rafles et les déportations. Les flics, qui flippent à mort que quoi que ce soit puisse se produire dans ce quartier qu'ils tiennent difficilement, se sont rendus à l'église occupée du Béguinage pour intimider les sans-papiers qui auraient voulu rejoindre la manif. Celle-ci a traversé une partie du quartier avant de se faire bloquer par les flics anti-émeutes. Plusieurs personnes ont été poursuivies et arrêtées. Toutes ont reçu des amendes y compris celles qui s'étaient fait contrôler les jours avant la manif en train de distribuer le tract de la manif bien qu'elles ne se soient pas fait arrêter le jour même.

Quelques jours plus tard, le 24 avril, dans le même quartier, les flics s'en prennent à une occupante du Béguinage et l'arrête . Directement les occupants de l'église se rendent en cortège devant le commissariat pour exiger sa libération. Les flics les encerclent et distribuent des coups de matraques à tout va. Finalement, l'occupante est relâchée.

Faut-il préciser que le bourgmestre de Molenbeek, Moureaux, est PS ou sommes nous déjà tous convaincus que ce n'est pas la couleur du parti qui fait la différence? Gauche-droite, vert-rouge-bleu, la politique est la même.

Le 25 avril, quelques personnes bloquent l'avenue Roosevelt à Bruxelles et distribuent des tracts en solidarité avec les sans-papiers.



Quand la gauche réprime, tout le monde s'indigne

Pourtant, elle ne fait que son boulot....

Jusqu'ici, *l'Etat s'est arrangé pour gérer la grande entreprise Expulsion (taux de productivité à atteindre : 15000 expulsions par an) en privé, le plus loin possible des regards. Les centres fermés pour migrants sont construits loin des villes en rase campagne ou au milieu des bois. Les rafles se font silencieusement, la nuit, dans les bars fréquentés par des clandestins. Les contrôles d'identité dans les lieux publics, bien qu'ils visent clairement un type particulier de personnes, ne sont visibles que pour ceux qui en connaissent les buts. Dans les métros, peu de personnes savent qu'un contrôle de ticket peut équivaloir à un aller simple pour le centre fermé.*

Les partis de gôche s'indignent de la politique d'immigration comme s'ils n'y collaboraient pas. De ceux qui sont dans la lutte depuis un petit temps, personne n'est dupe, car tous savent, pour l'avoir vécu, que le mouvement n'est qu'un pion sur l'échiquier politique, surtout pour la gauche. Car, bien sûr, on se rappelle que c'est un bourgmestre PS, Charles Picqué, qui avait expulsé violemment les occupants du Parvis de Saint-Gilles et interdit tout rassemblement en rapport avec le mouvement. On sait aussi que Moureaux , bourgmestre PS de Molenbeek, n'hésite pas à lâcher ses flics à l'occasion,... et surtout que le PS a voté les budgets des construction des centres fermés. Mais on les ménage, comme s'il y avait encore quelque chose à espérer de leur part.

Or, *quand le 29 avril, un bourgmestre PS, Thielemans, envoie les flics arrêter 150 manifestants, avec ou sans papiers, en plein jour, les discours hypocrites ne tiennent plus. Le rôle de la gôche est étalé au grand jour et, par ailleurs, sans complexe.*

Deux questions demeurent. *Aujourd'hui, à Bruxelles, l'Etat peut-il se permettre de réprimer en plein jour une manif avec des sans-papiers sans créer de remous ? Les conclusions ont-elles été tirées par rapport aux relations à avoir avec la gôche?*

La réponse :

Directement après les arrestations, plus de 200 personnes se rassemblent devant la sortie du commissariat où sont retenus les manifestants, bien décidées à y rester jusqu'à leur libération et à bloquer les fourgons qui tenteraient de transférer des personnes vers les centres fermés. La mobilisation dure toute la nuit. Les manifestants sont relâchés au compte goutte. Des fourgons de police stationnés devant ont leurs pneus crevés et leurs portières taguées. Des barricades se montent, mais elles seront insuffisantes pour contenir la charge des autopompes, vers 5h du matin. Les flics en profitent pour transférer 13 sans-papiers vers les centres de Vottem et de Merksplas.



Le lendemain, 150 personnes remontées débarquent à la fête du Progrès du PS. Les flics aussi sont au rendez-vous. Les troubleurs de fête exigent la libération de tous les sans-papiers et en particulier des manifestants. Moureaux, bourgmestre PS, tente de venir « dialoguer » et se ramasse du Ketchup.

La colère ne diminue pas. Le lendemain, premier mai, des personnes perturbent le stand du PS et assiègent pendant plus d'une heure le café où est réfugié Thielemans . Celui-ci parvient à s'en aller... sous escorte policière.

Les vitres du siège du PS à Bruxelles volent en éclat. Un tag est laissé : « **non aux rafles** »...

...D'autres sièges de partis sont tagués : « **aucun gouvernement ne te rendra libre. Ni parti, ni patrie** »...

... Et les murs de Bruxelles voient fleurir les : « **que crèvent toutes les nations** », « **détruisons les centres** »,…

Organisation de plusieurs soirées d'info et de soutien à Bruxelles.

A Merksplas, où 9 manifestants ont été transférés, une émeute éclate après la mort d'un camerounais au lendemain d'une tentative d'expulsion. 60 personnes se rendent devant le centre en solidarité avec les émeutiers et en soutien aux personnes enfermées. 60 autres se rendent à Vottem pour y soutenir les détenus.

Lors d'un rassemblement contre la nouvelle directive européenne sur l'immigration, 300 personnes partent en manif spontanée. Les flics laissent faire (histoire de ne pas relancer la mobilisation ?). Les manifestants bloquent toute la petite ceinture de Bruxelles, descendent dans Scharbeek, s'arrêtent devant l'Office des Etrangers, repartent vers le centre-ville et finissent à l'église occupée du Béguinage.

Un distributeur de billets de la Banque de la Poste est incendié. Pour rappel, c'est la banque de La Poste qui gère les comptes bancaires des centres fermés et des prisons.

Lors du procès qui doit statuer de l'éventuelle libération des manifestants enfermés dans les centres, des personnes se rassemblent devant le palais de Justice.



PROVOCATEURS ?

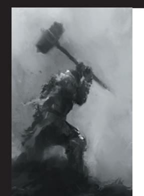
Quand des pneus de bagnoles de flics sont crevés, quand la volonté d'empêcher la flicaille d'emmener des sans-papiers vers un centre fermé se donnent les moyens de son ambition en érigeant des barricades (même de fortunes),… Bref quand la lutte déborde des moyens d'actions habituels ; arrive au grand galop le discours de « l'agent provocateur ». Mystérieux personnage par lequel il ne faudrait, évidemment, pas se laisser entraîner.

Or quand des milliers de gens meurent en essayant de passer une frontière dessinée selon les désirs et les intérêts de quelques dirigeants, quand des gens sont acculés à vivre dans la clandestinité parce que l'Etat a décidé qu'il fallait des papiers d'identité pour pouvoir exister, quand on casse toute perspective d'avenir à un grand nombre de personnes, quand on construit des prisons (ou des centres appelez-les comme vous voulez) pour y enfermer ces mêmes personnes avant de les renvoyer de force vers leur pays d'origine, quand on rafle dans des quartiers, des métros, des magasins téléphoniques,… Et puis que finalement on se permet d'arrêter au grand jour plus de 100 manifestants (dont une partie de sans-papiers). Et bien, il n'y a plus grand-chose à provoquer !

Et ce qu'on a pu voir se mettre en place lors du rassemblement spontané devant le palais de justice de Bruxelles, c'est vraiment rien par rapport à ce qu'on se prend dans la gueule au quotidien.

Là où les citoyens indignés et les manifestants légitimes ont vu des provocateurs, nous, on a vu des personnes s'organiser en fonction de ce qu'elles estimaient nécessaire et possible. Et c'était adéquat.

Celui où celle qui ne comprend pas ça, soit peut s'accommoder de la situation, soit, si elle assume le conflit, est condamnée à se battre avec les armes que l'ennemi veut bien lui donner. Et soyons sûr-e-s qu'elles ne pèsent pas bien lourd.



Alors qu'on tente d'expulser un algérien à partir du centre fermé de Merksplas, un goupe part de l'occupation à l'ULB (l'Université Libre de Bruxelles où des sans-papiers occupent un bâtiment) et se divisent en deux. L'un va perturber le conseil communal de Bruxelles ville, présidé par Thielemans, l'autre va à l'aéroport et convainc les passagers de s'opposer à ce que l'avion décolle pas tant que la personne n'est pas débarquée. L'expulsion échoue.

L'Office des Etrangers est recouvert d'affiches contre les frontières et les nations.

9 mannequins sont accrochés aux entrées d'autoroutes de Bruxelles en rappel des 9 personnes incarcérées.



Pour la première fois depuis longtemps, les flics et l'Etat n'agissent pas en toute tranquillité. La répression ne passe pas inaperçue et suscite un regain de colère et de détermination. Il ne faudrait toutefois pas se leurrer ni sur l'efficacité ni sur le contenu de ces quelques semaines agitées.

Notamment parce que certaines limites demeurent, comme une certaine persistance à s'indigner du rôle du PS dans cette affaire et à réclamer qu'il assume ses responsabilités! Soyons sûrs qu'il les assume, il l'a assez prouvé. Son existence, et celle des autres partis, n'existent que parce que ce système existe. Et ce système se base sur des Etats avec des frontières; et dans ces Etats, des lois qui profitent aux intérêts de quelques décideurs .

Par conséquent, rien ne sert de revendiquer la régularisation générale, et rien ne sert de s'attaquer aux conséquences de cette situation (les centres fermés, les expulsions,…) si l'on en nie les causes : à savoir premièrement, l'existence d'Etats avec leurs frontières et du contrôle des allés et venus des individus qui en découlent. Deuxièmement, la logique économique qui fonde ces frontières et qui a besoin qu'une partie de la population puisse servir de main d'œuvre malléable.

Il est évident que les partis ne peuvent remettre en cause ce système puisqu'ils en dépendent. Dès lors, toutes leurs politiques consistent à éviter que la colère des dépossédés et des dominés puissent déborder du cadre contrôlable de la contestation inoffensive. Tant que celle-ci se limite à des manifestations pacifistes et symboliques dans des quartiers où personne ne peut les entendre, tant qu'elle s'enferme dans des occupations peu visibles, tant qu'elle les acceptent comme interlocuteurs, qu'elle tire sa légitimité de la récupération que peut en faire les politiques, tant, enfin, qu'elle ne s'attaque qu'aux pseudos déviances de ce système : pas de problème.

Pour ceux qui ne l'ont déjà fait, il y a des conclusions à tirer non seulement de ces dernières semaines, mais aussi de la réappropriation de l'histoire des luttes contre le pouvoir. L'enjeu maintenant c'est de poser les bonnes questions, celles qui nous conduisent vers la liberté. Mais pour cela, il faut se défaire du cadre posé par l'Etat et la démocratie en se rendant incontrôlables. Incontrôlables, c'est n'avoir que faire du critère de la légalité dans le choix de ses actions ; c'est élaborer son propre langage loin des stratégies électorales des politiques ; c'est refuser toute légitimité à l'Etat parce que c'est notre ennemi (combien de fois devra-t-il encore le prouver?) ; c'est, enfin, ne pas se limiter à un feu de rage éphémère, mais devenir l' incendie permanent.

Pour que sur les cendres du vieux monde, nous puissions créer, libres, des jardins sans clôtures.

Suicide ou pas, chaque mort dans un camps de l'Etat est un meurtre

Le premier mai, *les politiciens de gôche s'auto-congratulaient et fêtaient quelques siècles d'esclavage salarié et l'enterrement des luttes sociales.*

Le premier mai*, 150 manifestants tentaient de perturber le premier mai des politiciens pour exiger la libération de leurs camarades sans-papiers arrêtés lors d'un rassemblement et transférés dans des centres fermés.*

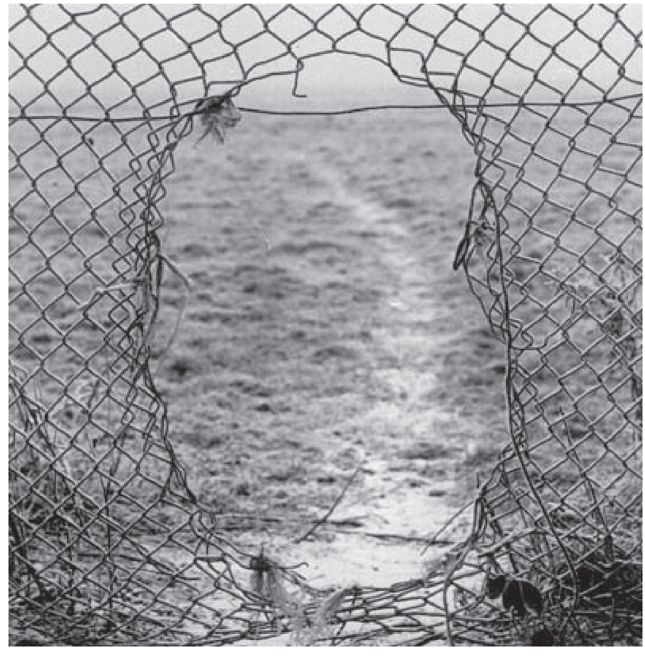
Le premier mai, *Martial, qui avait résisté à son expulsion, est retrouvé pendu (selon les gérants du centres) dans une cellule d'isolement à Merksplas, l'un des six centres fermés pour sans-papiers sur le territoire belge.*

Le premier mai, *les détenus de Merksplas - où les sans-paps arrêtés lors du rassemblement ont été transférés- se révoltent.*

Ce n'est pas le première fois qu'une raffle s'opère au grand jour. Ce n'est pas la première fois qu'un prisonnier meurt dans les prisons de l'Etat. Par contre, c'est plutôt rare qu'on en parle. Il n'est pas de bon ton de parler des camps (appelons-les par leur vrai nom) de l'Etat ni de ce qui s'y passe.On se souvient de Semira Adamu assassinée lors de son expulsion et de l'acquittement de ses tortionnaires. On se souvient de Fayçal, assassiné dans la prison de Forest par une injection d'haldol, et de l'acquittement de ses tortionnaires…

Par contre, qui a entendu parler des vagues de révoltes qui traversent les prisons et les centres fermés belges depuis plus d'un an ? Et surtout : combien d'assassinats camouflés en suicides par les administrations pénitentiaires des prisons et des centres. Combien de grèves de matons ont servi à faire oublier des tortures ou un meurtre pur et simple. Combien de faux rapports de médecins pour masquer les sévices des gardiens ? Quel média officiel relaie les voix des prisonniers ?

Que les médias officiels fassent le jeu du pouvoir, par opportunisme, soucis de rentabilité médiatique ou sous la pression, ne nous étonne pas ni ne nous intéresse. Il n'y a rien à attendre d'eux. Quiconque a vu des évenements auxquels il a participé décrits dans les journaux sait comment ceux-ci transforment, occultent, nient.



Dès lors, toute la discussion via presse sur le fait de savoir si Martial s'est pendu tout seul ou non, s'il a été battu, n'est que de la poudre aux yeux pour occulter le vrai problème. A savoir : chaque personne qui meure dans l'un des camps de l'Etat (prison, centre pour mineurs, asile, centre fermé,…) est assassinée par celui-ci. Que ce soit suite aux sévices des gardiens, étouffée par un coussin, ou poussée au suicide.

En outre, nous ne croyons pas aux autopsies du Parquet qui voudraient nous faire croire que les expulsions se passent sans violences. Nous savons que les violences lors des expulsions forcées sont systématiques si l'expulsé résiste. Nous savons aussi que, régulièrement, les flics anti-émeutes descendent dans les centres pour matraquer tous ceux qui se révoltent. Nous savons que les gardiens de prisons - pour étrangers ou non - poussent les récalcitrants au suicide. Nous savons que la prison –sous toutes ses formes- est conçue pour humilier, dégrader, abattre et que la justice sera toujours du côté des tortionnaires (pour preuve le sourire narquois des assassins de Semira Adamu en entrant dans la salle du jugement, sûrs de se tirer d'affaire).

Nous crachons au visage des écolos quand ils proposent d'introduire un observateur lors des expulsions pour les rendre plus « humaines ». Nous rions à la face du PS et du CDH qui font semblant de s'indigner de la politique migratoire de Turtelboom alors qu'ils ont tous participé à la construction des camps (ecolo compris). Cynisme quand tu nous tiens…

Pour eux et pour les organisations affiliées (syndicats, CIRE, jeunesses socialistes et autres,…), la mort d'un compagnon n'est qu'un moyen de faire des voix ou de placer leurs pions

sur l'échiquier politique. Ce n'est pas pour rien que le CIRE –qui a partie liée avec le Parti socialiste en la personne de Frédérique Mawet- tait les révoltes et les grèves de la faim dans les centres : avant de transmettre une information il lui faut se référer à la stratégie du moment du PS.

Ce n'est pas eux qui démantèleront les camps qu'ils ont construits. Pour cela il ne faut compter que sur nous-mêmes.

Arrêtons de revendiquer – d'attendre quelque chose de l'Etat, des partis politiques, de l'Office des étrangers- et passons à l'acte. Enrayons les rouages de la machine à expulser partout où ils se manifestent : lors des contrôle dans les transports ; dans les entreprises qui participent à l'enfermement et aux expulsions ; dans les partis politiques qui font construire les camps ; dans le fichage (papiers d'identité, registres nationaux,…) qui sert à nous contrôler.

Diffusons le plus largement possible des attitudes de solidarité et de résistance face au pouvoir.

[texte publié sur www.cemab.be]

Des cendres , pas des centres !

Le plus grand CRA (Centre de Rétention Administratif - équivalent français des centres fermés belges) de France est parti en flamme ce dimanche 22 juillet. Voilà une bonne manière de rendre cette prison d'une capacité de 280 personnes hors d'état de nuire pour un bon bout de temps.

L'incendie du centre de Vincennes est survenu suite à la découverte d'un détenu mort dans sa cellule la veille. En effet, le samedi, des détenus ont retrouvé leur compagnon couché sans vie sur son lit. L'alerte fut vite donnée et pendant plus de 5 heures flics, matons et autres travailleurs du centre ont tenté de camoufler la mort du réfugié afin d'éviter une colère en actes de la part du reste des prisonniers. C'est clair que les luttes incessantes à l'intérieur du centre lors de ces 6 derniers mois pouvaient laisser présager une réaction...



Les matraques furent sorties à plusieurs reprises, différents détenus furent placés en isolement et relâchés quelques heures plus tard.

Quelle que soit la cause « finale » de la mort du réfugié, il est bel et bien mort d'emprisonnement. Et cela, le reste des détenus l'a bien compris. C'est ainsi que, pendant qu'une manifestation non-déclarée se tenait à l'extérieur suite à la nouvelle du décès, le feu a été bouté dans les deux parties du centre, ainsi que dans une unité de la police cynophile.

En moins de deux heures, le feu de joie aura détruit la quasi-totalité du centre.

Malgré la joie que nous procure cette nouvelle, il nous faut aussi remarquer que deux détenus sont placés en garde-à-vue depuis dimanche soir et passait déjà devant le TGI le mercredi 25 juin.



NI RESIGNATION, NI REVENDICATION

Petite contribution théorique et pratique à la lutte, en particulier celle contre les frontières. Parce que ce sont des questions qui sont rarement abordées sous couvert qu'il faudrait être réalistes. Or le réalisme tue. C'est lui qui construit les camps de rétention et qui nous force à accepter le flicage quotidien. Et nous sommes quelques uns à ne plus supporter l'enfermement quel qu'il soit ni la résignation quotidienne. Nous ne sommes pas les seuls, reste à s'entendre sur les moyens de lutter contre ce qui nous oppresse et pour cela il faut en comprendre les logiques.

en démocratie

En démocratie on rafle des personnes dans des bars, dans la rue, dans les métros. En démocratie, il existe toutes sortes de flics aux couleurs chaleureuses. Ils sont bleus marine, mauves, verts... On les appelle "monsieur l'agent" ou "monsieur l' agent de prévention et de sésurité", monsieur "l'éducateur de rue"... En démocratie, nous sommes contrôlés par toute sorte de dispositifs high-tec (caméras, caméras intelligentes, biométrie, puces RFID, etc)... En démocratie, les lois servent les intérêts d'une caste...En démocratie, il arrive que l'on se fasse arrêté et foutre en prison, centre fermé, asile, etc, parce qu'on n'accepte pas de se soumettre. En démocratie, pour avoir une vie tranquille, mieux vaut se conformer et surtout accepter d'avoir peur.

Peur? Mais de qui? De quoi? Peur des marginaux, des marginalisés et surtout des « immigrés » (peu importe qu'il soient nés ici ou non) venus « prendre le travail des belges ». Peur largement diffusée par la propagande qui à grands coups d'experts et de rapports soi-disant objectifs dépeignent une figure de l'étranger parfois victime, souvent délinquant, toujours de trop- *attention ! des hordes d'étrangers attendent une faille de la forteresse Europe pour nous envahir !* Peur de devenir soi-même un marginal, de ne plus correspondre aux normes sociales ou de perdre son confort.

Se conformer à quoi ? Se conformer aux exigences des intérêts que l'Etat défend et protège. Et quels intérêts sinon ceux des catégories sociales qui l'ont créé et dirigé depuis. Que ces catégories aient changé de nom, de forme, ou de lieu de pouvoir depuis importe peu. Qu'elles se nomment bourgeoisies, OMC, FMI ou Capital, les logiques et la fonction de l'Etat (démocratique ou non) ne changent pas. A savoir garantir l'ordre social nécessaire au bon développement de l'économie (traduire du capitalisme); et créer les outils nécessaires à ce contrôle social et à sa légitimation. Bien sûr, à l'occasion rien ne vaut une bonne guerre pour vous relancer l'économie, mais actuellement, il est plus intéressant que celle-ci se déroule sur d'autres terrains.

L'Ordre Social. *Mais pardon, de quelle société parlez-vous?* Ah, mais voyons, vous savez bien que l'Etat a réussi, à coup de répression (physique et symbolique), à faire adhérer et s'identifier une population au projet d'une société nationale, enserrée par des frontières territoriales et mentales. Nous apprenant non seulement à intérioriser la domination, mais aussi à s'y identifier pour mieux la reproduire. *Ah, cette société-là.*

N'était-ce pas une grande victoire pour l'Etat, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, d'imposer d'abord la consommation de masse et puis de convaincre la population non seulement d'accepter les mythes de croissance, de plein emploi et autres conneries du même genre, mais en plus de croire qu'elle en partagerait les bénéfices et que cela pouvait durer ?

C'était bien méconnaître les fondements de ces bénéfices :

-Ici, les dirigeants (qu'ils soient à la tête d'un Etat, d'une entreprise ou souvent des deux) obtiennent, après leur aliénation, la soumission des travailleurs avec l'aide des syndicats. Des syndicats qui cherchent à se rendre crédibles auprès des patrons et pour cela se posent en représentants de la lutte. Etre crédibles, cela veut dire contrôler la lutte et se dissocier de tout ce qui leur échappe. Les politiciens syndicaux sont devenus désormais les gestionnaires des liquidations, des restructurations, des licenciements massifs ; les gestionnaires et les relais des patrons quoi qu'ils en disent ou en pensent.

-Là-bas, où la Belgique et les autres Etats européens industrialisés amenèrent de force la «civilisation » , ces rapaces et d'autres opportunistes organisent la destruction des anciennes sociabilités en même temps que les conditions d'une existence

autonome par le pillage des ressources et la réorganisation de ces territoires en vue de les asservir. Colonisation, néocolonisation sur les territoires, logique de division entre « ethnies », mais aussi appel d'immigrés en Belgique lors du grand « boom » industriel, lorsque Mère Patrie avait besoin d'une main d'œuvre corvéable à merci. Tout en entretenant, bien-sûr, la distinction entre les ouvriers nationaux et immigrés en exploitant ceux-ci dans les pires boulots, histoire d'alimenter le racisme entre exploités. C'est ça aussi le confort, l'« Etat Providence ». Quand le « boom » retombe, quand les ressources se raréfient, quand le capitalisme mute, tous ces appelés et ceux qui continuent d'affluer deviennent inutiles et gênants.

La démocratie c'est quoi ? C'est un système qui se fonde sur l'exclusion des catégories qu'elle n'a pas, ou plus, pu intégrer ou mettre au travail. Quant aux intégrés, on leur fait croire qu'en allant voter tous les quatre ans pour renouveller leur chef, ils auront peut-être droit à une vie meilleure. A part ça, chacun pour soi. Mais les «chefs», les politiciens, malgré leur comédie médiatique, savent bien que l'intérêt des entreprises sont ceux de l'Etat . A grand coup de réalisme, ils nous font comprendre qu'ils nous faut accepter de travailler pour une vie de merde. Ils savent aussi qu'ils ont besoin des clandestins, des marginaux qui travaillent au noir pour des salaires de misères (quand ils sont payés) et sous la menace constante d'être expulsés.

Et si je refuse? Et bien, quand quelqu'un décide de s'attaquer directement, physiquement à l'oppression, à ses conditions de vie de merde, alors, les médias nous vendent du « *hausse de la délinquance* », de « *l'acte barbare et incompréhensible* », de la « *violence gratuite* », histoire d'apporter un peu de cohésion aux troupes citoyennes. *Et les rebelles*? En taule.

De toute façon, les espaces de rébellions se raréfient. L'Etat et d'autres instances du pouvoir comme l'UE ont soin de construire des camps pour maintenir la peur et pour éliminer les surplus. De même, ils mettent en place les technologies nécessaires aux nouvelles exigences de l'économie, à savoir la surveillance et le contrôle des flux (d'informations, de personnes,…). Ils développent, par exemple, en partenariat avec les firmes privées, la recherche dans le domaine des nanotechnologies ou de la biométrie[1] . Cette technologie qui s'insère plus profondément encore dans la logique du contrôle des corps et du vivant, ils l'appliquent d'abord à des personnes marginales, comme les migrants pour contrôler leurs déplacements, ou empêcher qu'ils puissent tenter leur chance dans plusieurs pays européens (merci l'européanisation des bases de données!), ou comme les délinquants.

Les passeports belges ont déjà eu l'honneur d'être munis de données biométriques et d'une puce RFID.

BRUSSELS AIRLINES A DU MAL A DECOLLER

Le 26 avril, sur un vol de SN Brussels airlines en direction du Cameroun, un passager remarque un jeune homme maintenu par plusieurs policiers qui se débat. Lui et d'autres passagers filment la scène et s'opposent à ce que le vol décolle tant que le jeune homme n'est pas débarqué. L'expulsion échoue, mais lui et trois autres passagers sont débarqués violemment, sans leurs bagages et sans explication, et sont mis en cellule. Le passager y passera plus de 11h. Il est interdit de vol sur SN Brussels airlines pendant 6 mois. Le jeune gars c'était Ebenizer Folefack Sontsa : le jeune camerounais retrouvé « suicidé » à Merksplas.

Le 16 mai, alors qu'un avion de la compagnie Brussel airlines à destination du Cameroun fait escale à Bruxelles, une passagère remarque que trois policiers maintiennent de force un homme menotté et cagoulé en vue de l'expulser. Elle et son mari proteste de même que d'autres passagers. Son mari est évacué de l'avion, elle-même alors qu'elle proteste et tente de le rejoindre est plaquée violemment sur le sol. A ses plaintes, le flic lui répond texto que c'est lui qui fait la loi. Elle est débarquée au Cameroun (sans son mari) et interdite de vol sur Brussel airlines.

Ils ne sont pas les seuls dans le groupe des privilégiés puisque les Italiens et les Allemands les ont déjà intégrés dans leur carte d'identité. Il s'agit juste d'un exemple parmi d'autres du perfectionnement des outils de contrôle social et de leur généralisation à toutes les populations, mais aussi à tous les domaines de la vie.

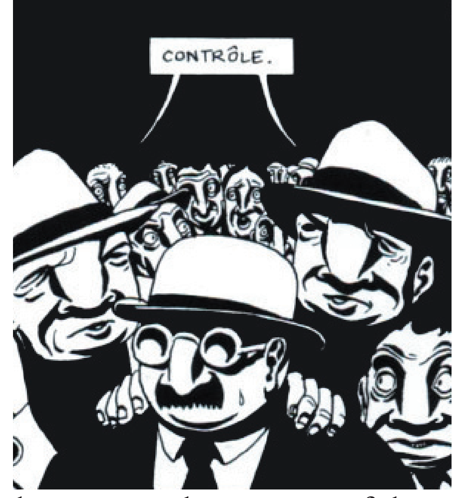
limites des revendications, strategies du pouvoir et ouverture a d autres formes de luttes

Face à l'étau qui se resserre, il y a ceux qui regardent ailleurs, vers leur vie conforme, soumise et ceux qui (ré)agissent. Et dans cette seconde catégorie, ceux qui occupent le devant de la scène spectaculaire-médiatique sont les mouvements citoyens et revendicatifs. Mais tous ces mouvements contiennent leur propre défaite.

Prenons la lutte des, et autour, des sans-papiers. Bien-sûr, il ne s'agit pas de nier la sincérité et le désarroi de certains des acteurs de ces mouvements, ni de nier que la répression que l'on vit tous quotidiennement se déploie à des degrés divers. Il est évidemment bien plus dur d'être catégorisé « sans-papier » ou « illégal » par un Etat que d'en posséder les laissez-passer obligatoires. Tout le monde peut aspirer légitimement à une vie de qualité, à sortir du « au jour le jour » et de la peur quotidienne qui noue les tripes.

Mais, *primo,* le mode revendicatif -parce qu'il se pose d'emblée sur le terrain du pouvoir, à savoir le débat politique, le lobbying et la récupération politique - ne peut que légitimer et conforter l'Etat dans son rôle de maître de nos vies. Lorsque des acteurs posent les partis politiques comme interlocuteurs légitimes, ils ne font que reconnaître le droit de ce système et de ses éléments de légitimation à se perpétuer. Et ça, c'est tout espoir de bouleversement social qui s'éloigne un peu plus.

Deuxio, le contenu des revendications ne s'attaque qu'aux conséquences, sans faire entrer les causes de notre exploitation dans la lutte. Passons sur la revendications d'une régularisation générale, car il est évident que c'est tout aussi inacceptable pour l'Etat que la



destruction de tous ses fichiers de population. Pour ce qui est de revendiquer l'application de critères clairs et permanents, on a vite fait d'oublier que, quel que soit le critère appliqué, il y aura toujours une large partie des illégaux qui en seront exclus.

Exemple, le nouveau critère d'ancrage local . Oui, bien-sûr, cela va permettre à un certains nombre de personnes d'accéder enfin à une vie plus facile, et tant mieux. Mais que dire de tous ceux qui ne correspondent pas au modèle appliqué, de tous ceux qui n'auront pas su s'adapter aux pseudos normes et valeurs de la « société occidentale », ceux qui auront refusé de laisser leur identité sur le pas de la porte européenne ? Ceux-là, ce sont les « mauvais » réfugiés, l'exemple à ne pas suivre. Comme on le voit, le colonialisme diffus est partout présent en tant qu'il prétend imposer à tous les valeurs d'une société qu'on n'a pas choisie.

Quelles valeurs ? Le libéralisme, la démocratie et son ordre - et toujours le racisme latent. Racisme de classe, racisme entre les exploités, racisme au sein des mouvements de sans-papiers avec d'une part le paternalisme latent de beaucoup de mouvement de soutien et d'autre part le racisme entre migrants.

Quand des personnes décident de s'organiser par pays d'origine, ça se comprend, entre autre parce qu'il est plus facile de s'entendre avec des personnes avec qui on partage une histoire, des coutumes. Mais n'oublions jamais que l'histoire est écrite par les vainqueurs. Notre histoire doit être celle de ceux qui refusent de se plier aux constructions artificielles des possédants ; ceux qui refusent les Etats, leurs frontières et le sentiment national qui en découle parce que dans leur histoire, nous, les exploités, on a toujours été perdants.

Refuser la patrie qu'on invoque lorsqu'il s'agit de nous envoyer massacrer et se faire massacrer dans des guerres pour le Capital. Refuser la société parce qu'au noms de ses intérêts on accepte de dévaster des régions entières. Refuser, enfin, le nationalisme qui entretient la haine entre les exploités pour éviter qu'ils ne se liguent contre leur vrai ennemi, le timmonier de toute cette galère: ce système qui est la cause de nos conditions de vie de merde.

Sortons de ces séparations artificielles. S'organiser par pays d'origine et demander une régularisation sur cette base sous prétexte que les ressortissants de ce pays, plus que d'autres, courent un danger à être expulsés, c'est reproduire la séparation entre « vrais » et « faux » réfugiés. Alors que ce qu'il faut tenir c'est que tout un chacun doit pouvoir aller où

bon lui semble quelles que soient ses raisons.

Tertio, il faut garder en tête que la régularisation arrive toujours à point pour casser un mouvement. Elle est un outil de la machine à expulser au même titre que les expulsions elle-même. En 1999, c'est quand la tension sociale était forte autour de cette lutte, et notamment suite aux activités du collectif contre les expulsions, que le pouvoir a eu la pétoche et a régularisé massivement. C'est aussi à se moment qu'est apparu l'idée de faire des critères clairs et permanents une revendication. Pendant ce temps, la répression tombait sur le collectif.

Et le mouvement est retombé...

C'est pourquoi le seul moyen de ne pas se laisser avoir par les stratégies du pouvoir pour calmer le jeu, est de garder à l'esprit que l'objectif c'est de s'attaquer aux frontières et aux dispositifs de contrôle ;parce que continuer la lutte sous cette forme mène droit dans le mur.

A vrai dire, le mur, nous y sommes déjà et il continue à se renforcer. Le mur, c'est cette société qui s'est fondée et continue de se nourrir de la destruction de nos (milieux de) vies, de la dépossession de nos terres, de nos corps, de nos langues, de nos envies… et sur l'exploitation toujours plus ancrée de tout ce qu'elle trouve à vendre (de notre force de travail à nos gènes en passant par nos personnalités).

C'est pourquoi, donc, le seul vrai choix se pose entre détruire ce mur et l'édifice qu'il supporte – les logiques et dispositifs qui le construisent- ou se soumettre à le repeindre dans des couleurs plus agréables et à en masquer les fissures.

S'attaquer au mur, cela veut dire refuser la logique de la représentation pour lui opposer une organisation sans médiation, basée sur des rapports directs, pour développer une solidarité en acte avec tous ceux pour qui l'enfermement (le nôtre et celui des autres) est insupportable ; tous ceux pour qui l'oppression des autres est l'oppression de tous.

S'attaquer au mur c'est n'envisager la liberté qu'à condition qu'elle soit pour tous contrairement aux libertés libérales qui se limitent aux droits du consommateur : liberté de faire ses choix dans le panel diversement uniforme de marchandise que nous « offre » la société de consommation ; liberté de choisir entre telle et telle destination touristique grâce au passeport européen ; liberté de choisir entre tel et tel politicien pour diriger nos vies. Mais toujours en fin de compte : obligation d'adhérer au projet d'une société marchande, d'obéir et de se conformer.

S'attaquer aux logiques répressives, économistes, gestionnaires, de contrôle (autant de facettes d'une même logique de domination), c'est les attaquer partout où elles se manifestent : dans les discours, dans les structures et dans les personnes qui les incarnent, les construisent, les produisent (les flics, les institutions fermées, les médias, les dispositifs de surveillance et de contrôle et les firmes et laboratoires qui les produisent, les politiciens,…).

Ce n'est pas une idée nouvelle, simplement le rappel d'une forme de lutte qui a déjà existé et qui existe encore. C'est cette volonté de sortir de l'impuissance de la résignation et de la soumission qui pousse des individus à soutenir les émeutes dans les prisons et dans les camps, et à en diffuser la révolte; qui nous fait réagir quand des contrôleurs arrêtent des illégaux dans les transports en commun… Et c'est elle encore qui anime certains à casser des banques, des magasins et d'autres innombrables symboles et rouages du monde marchand… Parce que cette machine est attaquable et ne durera pas toujours.

La révolte est possible et doit devenir quotidienne!

Pour en finir enfin avec ce monde de l'exploitation, de l'enfermement et de la marchandise !

NOTES

[1] La biométrie- science du calcul des dimensions d'un organe humain, empreinte digitale, iris de l'œil, paume de la main- est en passe de devenir l'un des instruments de contrôle par exellence.

BREF, DU DESORDRE...

Le 19 avril, ANDERLECHT (Bruxelles): jeudi soir deux véhicules de police ont essuyé des tirs de plombs d'une carabine à air comprimé.Les flics ont été pris a parti par une dizaine de jeunes. Les flics en ont apréhendé deux. Alors que cinq de leurs compagnons s'étaient rendu au commissariat pour exiger leur libération, un troisième jeune homme s'est fait arrêté. Tous les trois ont été relaxés sur ordre du parquet.
Les flics tirent la geule.

Le 22 avril, LANTIN: dans la nuit de lundi à mardi, trois hommes ont réussi à rentrer dans le périmètre de l'établissement pénitentiaire à l'aide d'une échelle. Mais repérés par les caméras de surveillance, les trois hommes ont pris la fuite dans un véhicule qui a été retrouvé incendié 30 minutes plus tard. Dans la cellule d'un des détenus les gardiens ont découvert qu'un barreau avait été scié.

Le 28 avril, LA LOUVIERE: un supermarché MANAGE a été incendié après qu'on y soit rentré par effraction.

Le 1er mai 2008, GAND : Vers 10h du matin, un groupe d'hommes et de femmes cagoulés ont cassé toutes les vitres du VDAB [équivalent de l'actiris] dans la Congostraat à Gand.

Le 4 mai SAINT-JOSSE, EVERE, SCHARBEEK (Bruxelles) : épidémie d'incendie de voitures. 9 voitures ont cramé dont une de flic. Toujours la même technique : le feu bouté par une bougie, du type chauffe-plats, à un pneu du véhicule. Un accélérant, du type “ Zip ” est parfois utilisé.

Le 22 mai, MELSELE - Dans la nuit du mardi au mercredi des inconnus ont fait un feu à l'intérieur de la salle avec les distributeurs automatiques d'une filiale de la banque KBC. Les pompiers sont vites intervenus, les dégâts sont limités.

CONTRE LES FRONTIERES, LES NATIONS, LES CENTRES, LES PRISONS ET LEURS CHIENS DE GARDE

SI NOUS NOUS ATTAQUONS AUX PAPIERS, c'est parce qu'ils permettent le contrôle de l'Etat sur nos vies. C'est parce qu'ils nous donnent le droit d'exister ou pas. C'est parce qu'ils nous assignent à une nationalité et à être contrôlés par une autorité.

SI NOUS NOUS ATTAQUONS AUX FRONTIERES, c'est parce que celles-ci sont des constructions historiques tracées selon les intérêts (économiques) de quelques dirigeants. Parce qu'elles sont des obstacles à nos envies. Ces frontières ne sont ni naturelles ni évidentes. Elles servent à contrôler, à réguler, à délimiter, à diviser,...

SI NOUS ATTAQUONS LES CENTRES, LES PRISONS ET LES LOGIQUES DE L'ENFERMEMENT, c'est parce qu'ils nous arrachent nos soeurs, nos amis, nos enfants, nos voisines alors que sensiblement nous savons qu'ils et elles n'ont rien à y faire. C'est parce que le pouvoir décide pour nous comment résoudre nos conflits. Parce qu'ils nous privent de liberté et que ce sont des mouroirs pour toute personne n'ayant pas suivi les règles du jeux qui ne nous conviennent pas et que nous n'avons pas choisies.

Nous voulons la LIBERTE.

Et toute personne ayant essayé de s en rapprocher sait que celle-ci ne se demande pas, mais qu elle se prend !

[affiche collée à Bruxelles]

LE MAL DES TRANSPORTS

Ça a commencé par des sueurs froides en descendant dans la station de métro. Des caméras me filment sous tous les angles. Au bout du quai, les agents de prévention me matent avec suspicion. J'espère qu'ils ne vont pas me foutre une de ces amendes à 500 euros pour comportement incivique juste parce que j'ai craché mon chewing gum sur les rails ou parce que je pourrais bloquer les portes du métro quand elles se referment pour permettre à quelqu'un d'y entrer.

Pour me relaxer, je m'assieds sur un banc inconfortable. C'est voulu. Au cas où quelqu'un voudrait y dormir. De toute façon si les agents de prévention te captent à y dormir, soit ils te chassent, soit ils te refourgent à un foyer pour sans abris (que tu le veuilles ou non).

OK, pense à autre chose. Je lis les affiches qui m'entourent : « *Pour plus de convivialité nous mettons à votre disposition des musiciens…* ». Tu parles. Je me rappelle, il y a deux ans, quand ils ont fait la chasse aux musiciens ambulants à coup de flics. Maintenant seuls ceux qui passent l'épreuve du jury (et donc qui ont des papiers d'identité valables) ont droit à un espace pourri dans un coin de couloir.

Mes yeux s'accrochent à une autre grande affiche. « *MoBiB, liberté, sécurité, mobilité* ». La nausée me vient. MOBIB ? Vous avez aperçu, à côté des pointeuses habituelles une nouvelle sorte de boitier gris et rouge. L'idée c'est la carte avec puce RFID[1] intégrée qui te retire automatiquement un voyage ou juste te scanne quand tu passes devant selon que tu aies chargé ta carte avec dix places ou avec un abonnement. Officiellement, c'est trop cool, commode etc. En plus, cela permettra de calculer les flux de voyageurs pour mieux les gérer. A terme, l'idée c'est d'avoir une carte unique pour tous les transports publics.

Tiens, mais si c'est lisible à distance ça veut dire que , que je le veuille ou non, ils savent où je passe et à quelle heure ? D'autant que si ça t'inquiète ou que tu manques de thune et que tu préfères frauder, va falloir s'accrocher parce qu'il sont en train d'installer des portiques et des tourniquets. Va voir à la station de métro Delta, ils sont à l'essai.

Finalement le métro arrive, j'embarque. Trois stations plus tard, gros stress : les contrôleurs en bande avec chiens et gilets pare-balle (c'est la quatrième fois cette semaine). Ils me débarquent. Pas de ticket. Je suis pas la seule dans le cas. A côté de moi, deux femmes probablement sans-papiers essaient d'embrouiller le gars. Elles ont raison parce que le contrôleur c'est son boulot de les refiler aux flics. Et là, c'est direction le centre fermé. On s'échange un regard. Angoisse. Alors ma nausée se tansforme en rage. Je tape scandale. Elles en profitent pour essayer de se faire la malle. Un des gars l'aperçoit et essaie de les ratrapper. Je m'interpose, ça dégénère.

Je finis au commissariat.

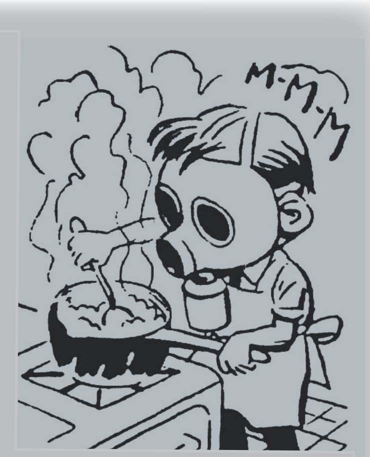
Mais je m'en fous, les filles se sont cassées et moi je suis sortie de la passivité. J'ai résisté et **je les emmerde**!

[la rédaction tient à préciser que si les personnages de cette histoire ne sont pas réels, le contexte, lui malheureusement, n'est pas une fiction]

---

[1] La puce RFID-*Radio frequency Identification-* est une puce sans contact, lisible à distance. Pour plus d'information sur ses origines et application, lire la brochure « *RFID, La police totale* » sur www.infokiosques.net

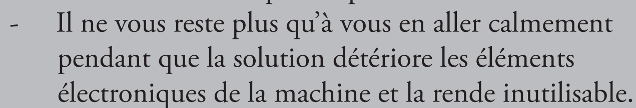
Recette



- Trouver de l'acide pure ou tout autre liquide à haute teneur en acide (de l'eau salée peut aussi faire l'affaire, mais les fins gourmets préféreront la marque au produit blanc.)
- Ensuite fourrer discrètement le composteur d'acide via la fente initialement prévue pour recevoir les tickets.



- Il ne vous reste plus qu'à vous en aller calmement pendant que la solution détériore les éléments électroniques de la machine et la rende inutilisable.



Cette recette est simple et accessible à tout le monde. Vous pouvez la savourer seul ou en groupe.
Elle a déjà fait ses preuves à Grenoble où une centaine de composteurs ont dégusté ce met de haute qualité. Coût de l'opération 100.000 euros agrémenté d'au moins 50 000 euros de tickets non-validés. Jacques Chiron (président de la TAG – société de transport de l'agglomération grenobloise) a même dit au sujet de l'efficacité d'une telle saveur : « (…) on n'a vraiment aucune parade, car il n'y a rien de plus facile que de mettre du liquide dans une fente »

Alors, avant que les plats tout préparés de la carte mobib ne se généralisent. A vos pipettes, prêts, feux, partez !

Rassemblement devant la prison de Lantin



Le 28 avril 2008, une quinzaine de personnes se sont rassemblées devant la prison de Lantin. Le prétexte pour ce rassemblement de solidarité contre toutes les prisons était la construction d'une nouvelle cage dans les caves de Lantin, destinée à Farid Bamouhammad. Récemment, Farid avait incendié sa cellule d'isolement (fin mars, ensemble avec deux autres prisonniers détenus dans le même bloc et transférés peu après). Actuellement, l'ancien quartier d'isolement de la prison de Lantin, le fameux bloc U, est en plein travaux de rénovation pour y installer les nouveaux modules d'isolement, ce qui est aussi le cas dans la prison de Bruges.

Après beaucoup de bruit, des slogans et de la communication entre les personnes à l'intérieur et à l'extérieur, la tension est montée dans les cellules. Les prisonniers hurlaient, entre autre, qu'ils étaient traités comme des animaux et qu'ils étaient régulièrement tapés par les gardiens. Ils hurlaient aussi des cris comme « plus d'hélicoptères ! » et « Liberté ! ». Des objets enflammés ont été lancés à travers les fenêtres, les prisonniers tapaient sur les portes et les barreaux et selon la police, des matons et des prisonniers auront été blessés suite à des affrontements. Après 20 minutes, la police est venue sur place pour arrêter les individus solidaires. Après une tentative de fuir à travers les champs, la police a encerclé et embarqué toutes les personnes. Elles ont été emmenées au commissariat d'une petite commune de Visé, à une dizaine de kilomètres de Lantin. Elles ont été relâchées après quelques heures sans charges.

Avant la manifestation, des tracts ont été laissés dans des boîtes aux lettres à Lantin et dans le quartier des logements sociaux La Trappe (Ans). Le tract a aussi été diffusé auprès de quelques visiteurs. Nous reprenons une partie du tract ci-dessous.

ILS CONSTRUISENT DES CAGES A LANTIN...

Depuis des semaines, la prison de Lantin est en chantier. Chaque jour, c'est le bruit, insupportable…les nouvelles cellules de haute sécurité s'annoncent. Des cellules dans les caves de Lantin où des personnes seront enfermées pour être isolées, oubliées. L'État a déjà annoncé quelles personnes auront l'honneur d'être foutues là-bas : les détenus « récalcitrants » comme ils les appellent.Ceux qui ne baissent pas la tête, qui ne se laissent pas détruire par les drogues, qui n'ont pas peur d'affronter la prison - en s'évadant ou en s'attaquant directement à leurs bourreaux : les matons.

Farid Bamouhammad est une de ces personnes là. Depuis quelque temps, la direction de Lantin menace de lui injecter de l'Haldol. Ils menacent de le droguer et de l'interner. Et tout le monde sait qu'une fois interné, on n'en sort plus.

Vers mi-avril, ça était le coup presque fatal : les matons ont annoncé à Farid qu'il avait droit à un traitement spécial supplémentaire : ils sont en train de construire une cage, spécialement pour lui, dans une tentative de le briser. Certains matons le menacent chaque jour: « *On va te tuer. On va te tuer.* »

C'est la direction et les matons qui collaborent chaque jour qui sont responsables.

NOUS SERONS TOUJOURS DU CÔTÉ DES PRISONNIERS QUI SE RÉVOLTENT,

...ET NOUS NE LAISSERONS PAS FAIRE.

SOLIDARITÉ!

(texte et tract trouvés sur www.cemab.be)



La prison de Verviers saccagée

Le vendredi 30 mai, une émeute a éclaté à la prison de Verviers.

Vers 20h30, un détenu, qui contestait la décision du directeur de le soumettre à un régime strict, a réussi à ameuter les autres détenus pour que ceux-ci interviennent.

Très vite, l'ensemble des prisonniers de l'aile 2 B (une trentaine) ont alors pris part à une importante séance de casse. Les émeutiers se sont barricadés et ont entièrement détruit le niveau dans lequel ils se trouvaient.

Finalement, c'est à l'aide d'une unité anti-émeutes que les policiers verviétois accompagnés de leurs collègues liégeois materont la rébellion vers 3h du matin.

D'après un délégué de la CGSP de la prison de Verviers *« La zone où les incidents se sont produits est complètement sinistrée. En treize années de carrière dans cette prison, je n'avais encore jamais vu cela».*

Ben ouais, mon grand, faut un début à tout. Comme quoi, en prison comme ailleurs, la solidarité paye.

Pourvu que ça dure !

Brisons la routine
machine à expulse

Dans le monde entier, la guerre et la misère sont utilisées pour renforcer la tion et maintenir le règne de la marchandise. Des millions d'hommes et de tentent alors de fuir leur condition et atterrissent dans les métropoles occide quand elles ne meurent pas devant les fils barbelés des frontières, noyées en ranée, asphyxiées dans des avions, ou encore abandonnées dans le désert pa quants d'êtres humains ou par la police.

Ceux qui parviennent jusqu'ici sont alors accueillis par la terreur quotidienne des contrôles dans la rue, par des conditions de vie qui rappellent souvent ce fuies, par des centres fermés et le racisme qui fait d'eux un ennemi social. C bles ne servent pas seulement à alimenter la machinerie capitaliste à la reche exploitation sans frontières, mais aussi à faire figure d'étranger pour canalise contentement des prolétaires vers leurs semblables.

L'intégration dans des communautés autoritaires fondées principalement sur gion et le nationalisme empêche qu'ils ne s'attaquent à ce qui les opprime. que désormais, il n'y a que dans la révolte que les indésirables, d'ici et d'ail pourront se reconnaître et forger des complicités pour affronter ce monde.

En effet, la machine n'est pas si bien huilée que ça. Dans les aéroports, ch sans-papiers résistent contre leur expulsion. Dans les centres fermés, comm sons, les enfermés se mutinent, s'évadent et brisent ainsi la routine macabre à expulser. Dans les rues, où règnent la police et le racisme, des contrôles t au vinaigre, peu à peu les indésirables sortent de l'ombre et rompent la cad gnation.

Les gérants et les collaborateurs de la machine à expulser ne sont pas anonym Etrangers, Fedasil, la police, les contrôleurs dans les transports en commu politiques, les entreprises comme Sodexho, la Banque de la Poste, ISS Clean Brussels Airlines, et des institutions comme Caritas et la Croix Rouge partici ces véritables camps de déportation.

Détruisons les centr


E MACABRE DE LA
R !
a domina-
femmes
entales…
méditer-
r des trafi-
e des rafles et
elles qu'ils ont
Ces indésira-
rche d'une
er le mé-
la reli-
Alors
lleurs,
haque jour, des
me dans les pri-
e de la machine
ournent parfois
lence de la rési-
mes: l'Office des
n, tous les partis
ing, Horeservi, SN
ipent à la gestion de
DIFFUSONS LA RÉVOLTE…
ES FERMÉS ET LES PRISONS

La terreur des mots

Début juin, une grosse opération policière s'est abattue sur l'organisation « secours-rouge » et a réveillé le fantôme des Cellules Communistes Combattantes .

Cinq personnes ont été arrêtées à leur domicile pour une prétendue «participation à un groupe terroriste» au départ d'un réseau d'origine italienne. Les preuves sont bien faibles et aujourd'hui, 4 des 5 inculpés sont déjà relâchés.

Il ne faut pas être un génie pour comprendre que nous n'avons pas grand chose à voir avec la bande à « marxiste-léninistes » ou autres communistes autoritaires. Ce qui nous intéresse dans cette démonstration de force, c'est plutôt de voir comment l'Etat utilise cette loi « anti-terroriste » pour agir les mains libres et écraser, avec l'assentiment de l'opinion publique, toute contestation sortant du cadre de l'acceptable.

Parce que c'est bien de cela qu'il s'agit. D'étiqueter de «terroriste» toute personne ou tout groupe de personnes qui *« a pour but de détruire les structures politiques, économiques ou sociales d'un pays ou quand elle a pour objectif de le déstabiliser. »* En faisant cela, le pouvoir fait passer pour « dangereux criminels » tout ce qui s'oppose à lui, et évince toute analyse politique. Il annule le conflit d'intérêt en l'enfermant dans une case qui lui donne les moyens de l'annihiler à coups de prison, de procès, d'amendes,…

Nous pourrions revenir sur l'idée qu'il est fou qu'aujourd'hui pour avoir traduit un texte, émis une sympathie ou démontrer publiquement un soutien, nous puissions nous retrouver en prison (et en effet, ça l'est). Mais nous ne sommes pas des démocrates, et nous savons que toutes les idées ne se valent pas. Pour nous, les idées appellent les actes et vice-versa. Il y a bel et bien un conflit d'intérêt entre nous et l'Etat et, dans ce conflit, nous ne sommes pas innocents. Ce n'est pas une surprise que le pouvoir fasse tout ce qui est possible pour se maintenir en place.

Ce que nous voulons mettre en avant c'est, qu'au-delà du cadre juridico-legal, cette loi est aussi un sacré travail sur les mentalités. Elle permet de discréditer la violence révolutionnaire et tout ce qui pourrait provoquer un réel changement social. Asseyant encore un peu plus la démocratie comme horizon indépassable.



Malgré les difficultés à définir ce mot que tout le monde met à sa sauce pour s'en servir à bon escient, si nous suivons le sens donné par wikipedia : *« le terrorisme désigne les actions violentes menées contre la population, de telle sorte que leur retentissement psychologique -terreur et peur – dépasse largement le cercle des victimes directes pour frapper l'opinion publique concernée »*

Alors, force est de constater que le terrorisme auquel nous sommes confrontés aujourd'hui, c'est celui de l'Etat.

BREF...

Le 27 mai, ANDERLECHT (Bruxelles) et une partie de la commune de Molenbeek ont été privées de courant, mardi matin, à la suite d'une explosion dans une cabine électrique gérée par Elia, la panne a notamment touché le Westland Shopping Center ainsi que le métro.

Le 27 mai, MERCHTEM - Des vandales ont causé des dégâts à l'intérieur de la salle avec les distributeurs automatiques d'une filiale du KBC.

Le 31 mai, UCCLE, (Bruxelles): Un incendie d'origine criminelle a été commis vendredi soir vers 22h15 dans une école, l'Institut Marie Immaculée-Montjoie. Le laboratoire de la police fédérale s'est rendu sur place.

Le 16 juin, LIEGE : 4 personnes passaient en procès pour l'occupation de l'ONEM 10 ans plus tôt. Pour rappel, en mai 1999, une cinquantaine de personnes avaient occupé l'ONEM en exigeant la fin des « visites domiciliaires » sauvages que des inspecteurs mul-



tipliaient à l'époque auprès des chômeurs. Ils étaient accusés vol, complicité de vol, destruction partielle d'édifice public, dégâts commis en bande, avec violence et menaces. Ils ont été acquittés



Tant qu'il y aura de l'argent,

il n'y en aura pas assez pour tout le monde

Mi-juin, des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues. De Arlon à Anvers et du Limbourg au Hainaut, la mobilisation fut assez exceptionnelle pour la Belgique.

Des milliers et des milliers de personnes qui en ont marre de devoir gratter les fonds de tiroir pour boucler les fins de mois, marre de voir se rétrécir l'illusion de pouvoir sur leurs vies que le capital avait su leur laisser à travers le «pouvoir d'achat» (il est évidemment des pouvoirs qui arrangent bien le capital), marre de devoir se priver alors qu'ils et elles triment comme des malades, marre de se rendre compte que leurs salaires parvient tout juste à rembourser les emprunts à la banque, marre de voir leurs vies s'écouler avec bien peu de réjouissances,...

En certains points, ça part même en échauffourées. Bref, le malaise face à la vie «trop chère» est largement répandu, l'insatisfaction est palpable et elle veut se faire entendre...

du fric, du mazout, des vacances a knokke-le-zout. vraiment ?

Ces manifestations sont bel et bien une expression de contestation face à une vie de restriction qui mène de plus en plus vers une misère tant financière que jouissive. Elles nous font plaisir parce qu'elles démontrent bien que l'attaque permanente menée par le capitalisme n'est pas toujours acceptée en silence. Il y a une prise de position implicite dans ces rassemblements.

Et pourtant, si l'on comprend jusqu'à un certain point le slogan *«du fric, du mazout, des vacances à Knokke-le-zout»* hurlé lors de la manif à Mons, si l'on peut voir d'où vient la banderole *«du pognon»* déployée à Liège, ces «revendications» nous laissent perplexes, et nous ne nous y retrouvons définitivement pas.

Pour nous, le sentiment qui traverse ces manifs - et ce en quoi nous pouvons nous y reconnaître - c'est un désir ardent pour une qualité de vie. Une volonté de vivre accompagnée du constat que dans la situation actuelle ce n'est pas possible. Et si ce n'est pas possible c'est parce qu'aujourd'hui la qualité de vie est intrinsèquement liée à la possession d'argent.

Payer pour se nourrir, payer pour se loger, pour manger, pour s'habiller, pour «profiter» de son temps «libre», si le capitalisme a bien réussi un tour de force c'est celui d'avoir rendu l'argent indispensable (et ce jusque dans les populations les plus reculées). Voilà comment il a aussi réussi à imposer le travail salarié. Comment il a su s'assurer une main d'œuvre à disposition, en se rendant nécessaire. Car c'est bien pour cela que tant de personnes cherchent du travail. Ce n'est pas pour notre épanouissement personnel que l'on accepte de s'enfermer huit heures par jour dans une activité répétitive. Ce n'est pas de gaieté de cœur que l'on ne voit plus sa famille, ses amis,... que l'on n'a plus vraiment de relations sociales en dehors de notre lieu de travail. Non, soyons honnêtes, tout cela c'est pour ce maudit argent.

Pourtant, cet état des choses ne va pas de soi. Ce n'est pas une fatalité non plus. L'argent n'est pas une chose neutre qui *«aurait toujours existé»*. C'est une volonté politique qui bénéficie à une certaine classe (les possédants) aux détriments des autres. Bref, c'est une logique qui permet la domination des uns sur les autres.

Nous comprenons donc bien que demander plus d'argent ne règlera pas le problème en soi. Pour ceux qui arriveraient à se faire à l'idée de vivre sous la volonté d'autres, cela rendra la domination un peu plus vivable, mais elle sera toujours là, latente, et plus perceptible lorsque l'argent se fera plus rare ou que les possédants auront décidé d'en lâcher moins (comme aujourd'hui).

«Tout système né dans l'oppression se termine dans l'insurrection».

Pour sortir de ce réel problème, il nous faut aussi arrêter de l'envisager dans la logique capitaliste. Ne plus lui demander d'argent, mais s'atteler à sa mise à mort. Car il n'y aura pas d'aménagements satisfaisants d'un système basé sur le chacun pour soi, sur la compétitivité et sur l'exploitation.

Quand nous parlons de qualité de vie, nous ne nous référons en aucun cas aux valeurs bourgeoises. Leurs plans de carrière, leurs standards de vie et le tutti quanti de la vie à

Beverly hills nous foutent la nausée et représentent l'ennui de vies sans rêves, sans passions, ... Vouloir vivre comme des «p'tits bourges» est d'ailleurs un des horizons du capitalisme. Cet horizon qui parvient à gommer en apparences les différences de classe. Les vacances en avion pour tout le monde, l'accessibilité à l'université pour les «défavorisés» (les pauvres quoi !), la marchandise disponible pour le plus grand nombre (mais si, si tu fais un effort, toi aussi tu pourras avoir le dernier modèle de GSM), le jeune des cités qui devient stars du foot ou de la TV, le jeune cadre dynamique fils d'ouvrier, ... Tant d'«avancées» sociales qui restent bien dans le cadre du capitalisme, mais qui ont permis aux intellectuels, aux politiciens et autres gestionnaires d'annihiler toute conscience de classe. Tous ces ersatz d'égalité n'empêchent pas que nous en soyons réduits à des vies de merde ni qu'il y ait encore et toujours des exploiteurs pour tirer profit de la misère des autres.

Quand nous parlons de qualité de vie. Nous parlons de reprendre le contrôle sur nos vies. De les arracher des décisions des bureaucrates, des économistes, des bons penseurs et des beaux parleurs. Nous parlons de retrouver le temps et l'espace nécessaire à notre liberté. De pouvoir à nouveau sentir ce qui nous donne réellement envie, de comprendre quels sont nos réels besoins et de se donner les moyens pour les combler. De prendre le temps pour faire des choses socialement inutiles, mais qui nous construisent. De retrouver des complicités, des amitiés et savoir les apprécier à leur juste valeur. Savoir donner du temps à ce vers quoi nous aspirons et ne plus nous laisser imposer un agenda par un extérieur.

Nous ne disons pas que tout sera facile, qu'il n'y aura plus de contraintes, que nous vivrons dans l'harmonie. Non, mais ces obligations découleront de choix que nous aurons posés par et pour nous-mêmes.

Nous n'avons pas de cités idéales à proposer. Nous ne croyons pas au paradis, mais ce qui est sûr c'est que pour beaucoup de personnes l'enfer se fait de plus en plus présent. Le seul moyen d'expérimenter d'autres vies est de se débarrasser de ce système une fois pour toutes. Et les mot seuls nous semblent bien faibles face à la machine qui nous opprime.

Maintenant que nous avons cerné l'ennemi, à nous de l'attaquer là où il est. Dans les patrons, dans les politiciens, dans les urbanistes et dans l'ensemble des gestionnaires de ce monde.

Alors renouons avec une tradition de lutte offensive. Des manifestants scandant : *« Et ric et rac, on va sketter l'baraque. Et rac et ric, on va sketter l'boutique.»* c'était il y a pas tellement longtemps.

BREF, DU DESORDRE...



Le 24 mai, Anderlecht (Bruxelles) : nuit agitée : affrontements entre des jeunes du quartiers et des supporters d'Anderlecht. Résultat : il y a eu plusieurs blessés dont quatre policiers. Les dégâts matériels sont très importants. Des vitres brisées, des voitures endommagées, du mobilier urbain saccagé et la station de métro Saint-Guidon est saccagée. Au total, plus de 150 personnes ont fait l'objet d'arrestations administratives ou judicaires. il y aurait eu 193 arrestations, selon le parquet de Bruxelles.

Le 1er juin, ANDERLECHT (Bruxelles) : dès le départ des forces de l'ordre samedi soir, une cinquantaine de jeunes se seraient regroupés et auraient repris les affrontements, utilisant même des armes à feu. Plus tôt dans la journée, la police de la zone Midi s'est une nouvelle fois vu appuyer par la présence de policiers issus d'autres zones ainsi que de la police fédérale. Vendredi soir, une centaine d'arrestations administratives préventives ont été comptabilisées. Quatre mineurs ont été mis à la disposition du parquet de Bruxelles. Le parquet de Bruxelles a requis un placement en Institution publique de Protection de la Jeunesse pour les quatre jeunes qui n'étaient pas connus de la Justice. D'eux d'entre eux, dont l'un est domicilié à Berchem-Sainte-Agathe, étaient porteurs d'un couteau à cran d'arrêt et un troisième d'un long bâton, considéré comme une arme prohibée. Le quatrième était en possession de matériel pouvant servir à la confection d'explosifs, type cocktails Molotov.

Le 4 juin, ANDERLECHT (Bruxelles), l'un des plus important informateur de la zone de police Bruxelles-Ixelles a été tué samedi soir lors des émeutes.

histoires mutines :

Exproprier notre histoire au pouvoir. Lui arracher ce qu'il aimerait garder sous silence et nous en nourrir. La faire exister, ne plus être déracinés, ne plus venir de nulle part. Savoir que d'autres étaient là avant nous. Savoir apprendre de ça, profiter des réflexions, des expériences, des auto-critiques, des scissions... Voilà aussi une tâche d'un mouvement révolutionnaire s'affrontant au pouvoir qui voudrait nous voir isolés et sans passé (où alors terrassés par l'histoire des vaincus).

Pour ce numéro, nous avons compilé des extraits de textes reprenant des expériences d'auto-réductions dans le mouvement autonome italien des années '70. Pour ce faire, nous avons joyeusement pillé une lecture dénommée "intervento" qui se base principalement sur différents documents d'époque.



Contexte politique :

On parle d'un mouvement social "autonome", car autonome des partis et des syndicats. Refusant la délégation et la représentation, les exploité-e-s se préoccupent de prendre en charge leurs besoins, sans médiation, sans confiance dans les institutions, ici et maintenant, sans attendre une hypothétique et lointaine révolution préparée par des élites.

En 1973, la crise apparaît en Italie comme dans les autres pays occidentaux. Le Parti communiste (PCI) et les syndicats appellent la population à se serrer la ceinture, mais les comités autonomes répondent que les prolétaires n'ont pas à se sacrifier pour la bonne marche de l'économie, et défendent plutôt le vol et l'auto-réduction.

L'auto-réduction, ça consiste à refuser ensemble de payer le prix demandé pour différents services, l'électricité, le téléphone, les transports, les loyers, et même la nourriture et les autres biens de consommation. On paye soit l'ancien prix (lorsqu'il augmente), soit moitié prix, soit rien du tout. Cette forme de désobéissance va se répandre comme une traînée de poudre dans tout le pays, souvent soutenue par les ouvriers des services concernés.

Si le mouvement des autoréductions a pu se développer à une échelle de masse, c'est qu'il existait en Italie des luttes d'usines particulièrement fortes et permanentes. Mais c'est aussi parce qu'à la différence de l'Angleterre, où les ouvriers restent souvent enfermés au seul niveau de l'entreprise, ici les conflits sortent de l'usine.

Le capitalisme casse le modèle de l'usine, où les ouvrier-e-s sont rassemblé-e-s et relativement puissant-e-s. Il délocalise, sous-traite, disperse et réduit les unités de production. La lutte des classes est toujours moins centralisée dans l'habituelle usine, entre l'ouvrier-e et le patron, et se dilue de plus en plus dans beaucoup d'aspects de la vie quotidienne, et touche d'autres personnes.

Les autonomes remarquent ce glissement, et se mettent à lutter sur tous les domaines de la vie : logement, accès aux fluides, information parallèle, patriarcat...

Ils analysent la situation en parlant «d'usine diffuse», concept qui justifiait la sortie de l'usine au nom du fait que tout, en définitive, de la consommation de marchandises culturelles au travail domestique, contribuait désormais à la reproduction de la société capitaliste, et que donc l'usine était désormais partout.

Le mouvement révolutionnaire n'appartient plus à la classe ouvrière en tant que telle, mais à «l'ouvrier social» : une catégorie suffisamment élastique pour intégrer les femmes, les chômeurs, les artistes, les marginaux, les jeunes révoltés de toutes sortes.

Cette évolution contenait en soi, à plus ou moins brève échéance, la rupture avec le socialisme et avec ceux qui, comme les Brigades Rouges et certains collectifs de l'autonomie ouvrière, voulaient croire que *«la classe ouvrière reste de toutes façons le noyau central et dirigeant de la révolution communiste»*

Electricité :

Autoréduire ses factures d'électricité, ça veut dire refuser unilatéralement de payer le prix demandé, par conscience et par refus du système de profit qui tourne autour des fluides. Les factures sont payées soit à l'ancien prix (après une augmentation), soit à moitié prix, soit au prix que paient les entreprises, soit pas du tout. Parfois elles sont ornées du tampon du comité d'usine.



Ces autoréductions prennent beaucoup d'ampleur. Ainsi le 12 novembre 1974 à Turin, par exemple, 80.000 personnes manifesteront et brûleront la lettre que l'ENEL (équivalent italien d'Electrabel) leur a envoyé pour les menacer poliment de poursuites judiciaires s'ils et elles continuent à auto-réduire leur facture. Parfois, les habitant-e-s d'un quartier s'organisent pour faire des «piquets» devant les compteurs de leurs immeubles, et empêcher ainsi que les employé-e-s de l'ENEL puissent les relever. Parfois, ce sont les employé-e-s mêmes qui refusent de relever les compteurs ou de couper l'électricité : les mouvements d'autoréduction de l'électricité sont, pour beaucoup, lancés et appuyés par les comités d'ouvriers de l'ENEL, bien placés pour connaître et diffuser les détails des finances de l'ENEL...

En 1974, on peut estimer à 280.000 les foyers qui recourent dans toute l'Italie à l'autoréduction. Devant l'ampleur de la catastrophe, l'ENEL et le gouvernement se dépêchent de négocier. Ils trouvent d'ailleurs des syndicats assez contents de s'asseoir autour du tapis vert. La gauche syndicale a été débordée et partout, sauf à Turin, les luttes les plus importantes sont menées par des collectifs ou des groupes autonomes, dans un cadre résolument extra-syndical. D'autant qu'immanquablement, autour des autoréductions des notes d'électricité, surgissent les problèmes du gaz de chauffage, du téléphone, des charges locatives, de la redevance de la télévision, etc. La lutte risque alors d'échapper aux limites précises d'une négociation et sur l'exercice du pouvoir des prolétaires dans la société.

Ainsi le PCI, face à l'émergence de ce mouvement, restera indifférent, se limitera à lancer des pétitions contre l'augmentation des tarifs de l'électricité, ou encore sabotera directement les luttes, en s'en dissociant publiquement, en arrachant les affiches, etc.

tract édité à Rome en 1973 par un comité d'ouvriers de l'ENEL :

«Tout a augmenté, et l'argent on en a de moins en moins. Nous devons aller nous faire exploiter à l'usine pour rapporter un salaire de misère. Il nous faut des mois de lutte pour arracher une augmentation. Tandis que pour les patrons et le gouvernement, un simple trait de plume suffit pour augmenter les prix. Les prix, les impôts, les loyers et les tarifs.

Organisons-nous pour reprendre le salaire qu'ils nous volent tous les jours. Notre «non aux licenciements», ce sera le salaire garanti, que nous travaillions ou pas, notre «non à la vie chère» consistera à reprendre notre argent : en ne payant pas le loyer des patrons, en décidant nous-mêmes du prix des loyers, en occupant les maisons vides. Nous voulons des transports gratuits payés par les patrons. Ne payons plus les notes astronomiques d'électricité, de gaz, de téléphone : décidons de payer ce que nous voulons en auto-réduisant.

Organisons-nous pour payer un prix qui corresponde à nos revenus en ce qui concerne les produits alimentaires de première nécessité.

Pour l'électricité, les prolétaires payent 45 lires. Agnelli, le patron de la Fiat, paye 10 lires.

Les prolétaires de certains quartiers de Rome, de Turin et de Milan ont répondu à la cherté de l'électricité et aux notes astronomiques en autoréduisant : payons tous comme Agnelli. L'autoréduction se fait en expédiant un mandat postal en indiquant le relevé de la consommation : nombre de kWh x 10 lires = tant de lires.

PAYONS L'ELECTRICITE CE QU'ELLE COUTE ET NON CE QU'ILS VEULENT NOUS LA FAIRE PAYER !»

Transport :

Sur le plan des transports en commun, les luttes autonomes revendiquent la nationalisation des transports en commun, la baisse des tarifs, voire la gratuité. L'auto-réduction s'exprime alors par le paiement collectif de l'ancien prix du billet quand celui-ci vient d'augmenter. Des comités naissent un peu partout en Italie et mènent des actions comme le blocage des routes ou des voies ferrées.

«Le 19 Août 1974, à peine rentrés des vacances, les ouvriers de la Fiat Rivalta (seconde usine Fiat après Mirafiori) ont la bonne surprise d'apprendre que les tarifs des bus qui les conduisent de Turin ou de sa banlieue à l'usine ont augmenté de 25% à 30%. Proposées en leur absence par le gouvernement à la région, ces augmentations ont été votées, fin juillet, par des organismes régionaux trop heureux de faire une fleur aux entreprises de transports qui prospèrent sur le dos des ouvriers. Pris de court, les ouvriers commencent par payer, mais, le 24 août, le mécontentement est si grand que la décision d'auto-réduire est prise à l'unanimité. Sur les bus de la SIPAV qui les transportent de Pinerolo (grande banlieue de Turin) aux départements de Rivalta, la lutte s'organise rapidement : les ouvriers élisent des délégués de car et adoptent une attitude que la Stampa qualifie pour la première fois de «désobéissance civile».

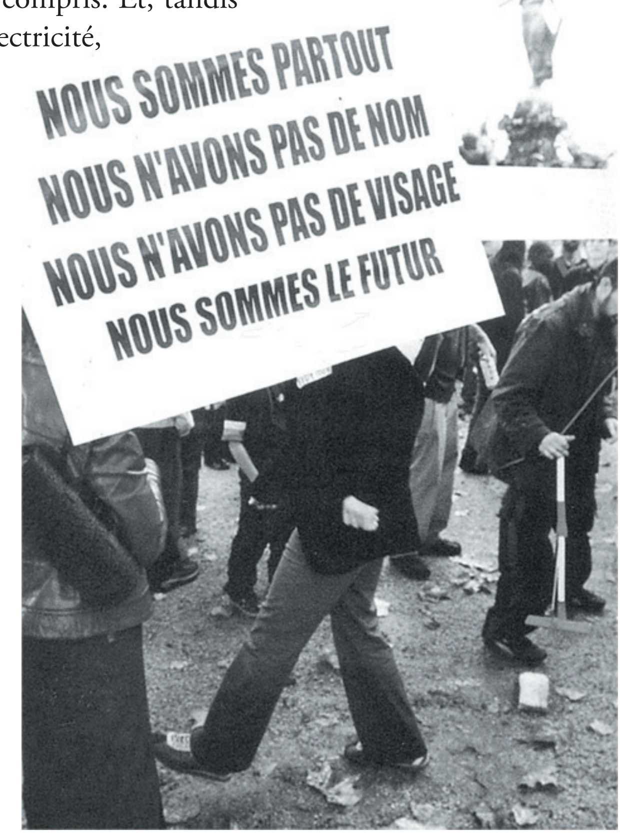
A Pinerolo, le 26 Août, d'importants barrages empêchent les bus de partir ; la compagnie est alors contrainte de revenir à l'ancien tarif. Mais, même de celui-ci, les ouvriers ne veulent plus. De ce moment, la FLM (Federazione di Lavoratori Metalmeccanichi) de Turin entre à son tour dans la lutte : elle a fait distribuer sur toute la ligne des abonnements auto-réduits qui portent son cachet.

Le 2 septembre, les ouvriers empêchent de nouveau les bus de partir de Pinerolo. Et la FLM peut bien distribuer ses abonnements auto-réduits, les ouvriers préfèrent ce jour-là exhiber leur force de classe et voyager gratuitement.

Le 3 septembre, les barrages se multiplient dans la banlieue de Turin, impliquant un nombre grandissant de gens. L'ampleur de la «désobéissance» contraint alors les autorités à négocier directement avec les comités pour l'autoréduction, qui imposent le retour aux vieux tarifs. La lutte sur les transports cesse à Turin aussi soudainement qu'elle avait commencé, mais l'exemple a été compris. Et, tandis qu'à Turin se préparent les premières auto-réductions de l'électricité, autour de tous les grands centres industriels italiens, la lutte pour des transports meilleurs, moins chers ou gratuits, va prendre une forme nouvelle.

C'est ainsi qu'à Salmone, dans la grande banlieue milanaise, la compagnie était revenue aux anciens tarifs deux heures seulement après l'annonce des premières autoréductions.

L'ampleur du mouvement surprend tellement les autorités que, le 27 septembre, le préfet de Milan convoque une série de journalistes, téléphone aux principaux directeurs des quotidiens milanais et leur déclare : *"Je ne veux pas vous enseigner votre métier, mais vous ne traitez pas de la bonne manière un sujet aussi délicat que celui-là... Si vous ecrivez, par exemple, sur le journal que deux cents personnes n'ont pas payé hier le billet de tram, alors demain il y en aura deux mille pour ne pas le faire : et c'est comme ça que la désobéissance marche à toute vapeur !"*. Tout un programme. Mais le préfet de Milan n'est pas le seul à s'inquiéter. Dans un communiqué rendu public le même jour, la FIOM déclare : *"Le mouvement ouvrier a dépassé le stade de la lutte passive, (…)."*



Telephone :

Le mouvement d'auto-réduction des factures de téléphone démarre très vite : en six mois, plusieurs dizaines de milliers de foyers refusent de payer la somme que leur demande la SIP, équivalent italien de Belgacom.

En 1974, 52000 foyers italiens refusent de payer leur facture de téléphone. La SIP envoie des menaces de coupure par écrit et les met en application début octobre. Mais la riposte ne se fait pas attendre. A Rome, où la SIP a coupé plusieurs milliers de téléphone dans les banlieues prolétaires, un premier attentat, symbolique, a lieu contre un central téléphonique. Mais quelques jours plus tard, une charge de plastic fait sauter, avec le central de la via Shakespeare, 14.000 lignes de téléphone, dont ceux de tous les ministères, ainsi que de la présidence de la République.

Le lendemain, l'opération se répète à Gênes, où 15.000 téléphones sont à leur tour privés de lignes. Dans chaque cas, l'opération vise des quartiers bourgeois, en représailles des coupures intervenues dans les quartiers les plus pauvres ; on comptera, dans la semaine, vingt-sept attentats contre des centraux téléphoniques dans toute l'Italie, dont quatre au moins "réussiront".

Parallèlement, des magistrats ordonnent à la SIP de rétablir les lignes aux usagers qui autoréduisaient, la décision de couper ayant été prise sans tenir compte de la loi, très stricte en Italie sur ce point. Pour ceux qui autoréduisaient, c'est une première victoire, non pas tant sur les augmentations, qui restent inchangées, mais c'est la première fois que des prolétaires s'emparent collectivement, et par la violence, d'un droit insupportable à toute société capitaliste : celui de ne plus rien payer du tout.

A Milan, dans la première semaine d'avril 1975, un groupe d'usagers pénètre lors d'une grève syndicale dans un central téléphonique et détruit, à coups de barre de fer, les enregistreurs d'unités. Permettant ainsi à tout un quartier de téléphoner gratuitement.



Logement :

C'est en 69 que se produit l'explosion résultant des tensions accumulées durant toutes les années précédentes. A Rome, 70.000 prolétaires parqués dans des ghettos et dans des conditions catastrophiques ont en face d'eux 40.000 appartements vides qui ne trouvent pas d'acquéreurs ou de locataires en raison du coût des loyers.

L'Association des Entrepreneurs du bâtiment romain reconnaît elle-même qu'il s'agit là d'une "marge de manœuvre indispensable". Le climat politique général créé par les luttes ouvrières et étudiantes exerce alors une grande influence dans le déclenchement d'un nouveau genre d'action : il ne s'agit plus d'une occupation symbolique servant de moyen de pression supplémentaire dans le cadre d'une négociation au sommet. Cette dernière est refusée et les occupations prennent l'allure d'une prise de possession violente qui traduit confusément la volonté des prolétaires de prendre les biens nécessaires à leurs besoins. Ces luttes vont avoir pour conséquence de démystifier l'Etat qui était présenté comme "médiateur" dans la prestation des services pour tous les citoyens. Elles mettent le doigt sur la nature de classe de l'Etat et de l'administration communale et concrétisent une extension directe de la lutte de l'usine vers la société.

En juillet 1969, la commune de Nichelino (banlieue «rouge» de Turin) est occupée : aucun-e de ses habitant-e-s ne paye de loyer. En 1974, 600 familles d'ouvrier-e-s de Fiat Mirafiori (Turin toujours) se mettent à squatter des bâtiments vides. En 1976 à Milan, 5000 familles squattent, 20000 autoréduisent leur loyer et 12000 leur facture d'électricité. 100 bâtiments sont ouvertement squattés. "Les retards de paiement des loyers, habituellement de 1 à 2%, ont grimpé à un niveau "politique" : 20%."

A Rome, c'est à partir du 15 janvier 1974 qu'on entre dans la phase ascendante du mouvement : en trois mois, plus de quatre mille appartements vont être successivement occupés, (…)

Début septembre 1974, cela fait onze mois que 147 familles occupent des immeubles appartenant à l'IACP (Istituto Autonomo delle Case Popolari, organisme de logements sociaux).

Le jeudi 5 septembre, la police intervient de manière ultra-violente pour déloger les gens qui avaient investis ces immeubles. Ils parvinrent à expulser quelques familles, mais c'était sans compter sur la détermination des personnes ni sur leur capacité à organiser la contre-attaque. Les jours suivants, des personnes affluent de tous les quartiers pour s'affronter avec la police. Un manifestant y perdra la vie. Et quand plus tard, la police sortira à nouveau ses armes à feu, elle aura la surprise de voir que le plomb ne vient pas uniquement de son côté. Huit policiers sont touchés grièvement, dont un commissaire. Le vent a tourné.

L'occupation militaire, qui avait duré quatre jours, prend ainsi fin. Le lendemain, les négociations pour reloger dans les mêmes conditions les 147 familles de San Basilio, les 30 de Casal Bruciato et les 40 de Bagni di Tivoli commencent. Elles aboutiront très vite tant la détermination du quartier a fait peur.

(…) Les «accords» se multiplient. Le mouvement des occupations était déjà massif à Naples, Salerne et Turin. Le 27 novembre, les 700 à 800 familles qui occupaient gagnent : 368 familles obtiennent un appartement dans les quinze jours, 325 dans les trois mois et les 130 autres en 1975. Elles obtiennent également la garantie que le loyer ne dépassera pas 12% de leur salaire, ce qui est très proche de la revendication initialement posée : pas de loyer au-dessus de 10% du salaire !

Ces luttes ont par ailleurs pu mettre en crise la structure du secteur du bâtiment public. Là où, en effet, la politique réformiste du PCI n'avait jamais réussi à venir à bout de la spéculation, la lutte ouverte a commencé à le faire.





Supermarché :

Les auto-réductions dans les supermarchés consistent à s'y rendre en nombre et à en sortir les marchandises sans payer ou en n'en payant qu'une partie.

Des noyaux d'ouvriers décidés vont choisir la seule forme de lutte capable de faire céder les supermarchés : l'appropriation collective, violente s'il le faut, remettant en cause le respect de toute propriété privée ; sans qu'il s'agisse pour les ouvriers d'un vol, comme l'affirmait un tract distribué lors d'une de ces actions : "les biens que nous avons pris sont à nous, comme est nôtre, tout ce qui existe parce que nous l'avons produit".

Voici le récit d'une auto-réduction organisée à Milan en 1976, paru dans le journal Contro-informazione.

«Ceux de l'Alfa et des petites usines du quartier Sempione avaient choisi comme objectif un quartier populaire, Quarto Oggiaro. Pourquoi Quarto Oggiaro ? Pour la composante sociale qu'on y trouve, ouvriers des grandes et petites usines et sous-prolétaires qui sont directement touchés par le problème de l'augmentation des prix. De plus, 50% des habitants y pratiquent la grève des loyers. La chose a été bien organisée, et tout à été fait pour garantir aux camarades un maximum d'impunité, ainsi qu'aux gens qui rentraient «faire des achats».

Un retraité est sorti, le chariot plein de vivres, et il a dit en milanais : «Ils ont raison ceux-là, on ne peut pas vivre avec 75000 lires par mois», et il s'en est allé à la maison avec son chariot. Les gens n'ont même pas respecté le mot d'ordre syndical qui voulait qu'on paye la moitié environ du prix des produits. Ils ont compris que même cette attitude n'est plus possible, et l'opinion selon laquelle il faut prendre les choses sans attendre l'intervention du syndicat est en train de prendre racine chez les prolétaires et les ménagères exploités du quartier, refusant la logique du contrat : «Je te donne une chose et tu m'en donnes une autre».

France :
Vues du délire anti-terroriste

La base de ce délire paranoïaque se trouve dans le contexte social actuel de révolte réelle ou crainte et dans l'interprétation de certains faits par la police aux ordres du pouvoir politique.

En effet, il parait que depuis l'élection de Sarkozy, les actions violentes se multiplient. Les rapports de police créent alors un lien entre toutes ces actions pour les attribuer à une même organisation. C'est plus facile, et puis c'est pratique quand il s'agit de charger des dossiers. L'ennemi intérieur trouvé, il faut lui donner un nom, « organisation » c'est un peu gros quand même, alors on va appeler ça mouvance, c'est passe-partout !

Et comme les RG ne se renouvellent pas beaucoup, on va aller chercher un nom dans les années 80, où flotte le spectre de la lutte armée. Alors «anarcho-autonome ». Que personne ne se soit jamais revendiqué comme tel n'est pas un problème… Il fallait bien trouver un nom. Vous avez déjà vu une organisation terroriste anonyme vous ?

C'est la magie de l'état, autrement dit un montage politico-judiciaire en bonne et due forme.

Ils fabriquent des «terroristes» pour étouffer toute contestation libre par la terreur et accroître leur contrôle.

A bas les montages de l'anti-terrorisme épouvantail d'un Etat en voie de totalitarisation.

Face à leur répression notre révolte reste déterminée.

NOUS N'AVONS PLUS PEUR

LIBERTE POUR ISA

LIBERTE POUR TOUS

extrait tiré d'un texte écrit par Farid lors de son incarcération à la maison d'arrêt de Meaux-Chauconin et trouvé sur indymedia Grenoble

lettre d ivan et bruno
depuis les prisons de fresnes et villepinte

Salut à tous les copains, à tous ceux qui ne sont pas résignés à la situation que nous vivons : occupation policière des rues, des villes, rafles, expulsions, arrestations, difficultés quotidiennes, dépossession de nos vies ; cette situation qui nous pousse à céder une part grandissante de nos vies aux chefs en tout genre, à ceux qui président à nos destinées, au pouvoir. Si nous prenons le parti de la révolte, c'est pour toutes ces raisons, pour retrouver le pouvoir sur nos vies, pour la liberté de vivre.

Nous avons été arrêtés le 19 janvier. Nous sommes deux en prison, le troisième est sous contrôle judiciaire (il passait par là et avait le tort de nous connaître). Nous avions en notre possession un fumigène que nous avions fait en mélangeant du chlorate de soude, du sucre et de la farine. Enflammé, ce mélange produit un fort dégagement de fumée. Nous projetions de l'utiliser à la fin de la manifestation qui allait ce jour-là devant le centre de rétention de Vincennes. Notre idée : se rendre visible auprès des sans-papiers enfermés, sachant que la police tenterait sûrement de nous empêcher d'approcher du centre. Nous avions aussi des pétards pour faire du bruit et des crèves-pneus (clous tordus) qui peuvent être disposés sur la route pour empêcher les voitures de passer.

Pour la police et la justice, le prétexte est tout trouvé, nous avions les éléments pour une bombe à clous. Voilà ce dont nous sommes accusés :

- Transport et détention, en bande organisée, de substance ou produit incendiaire ou explosif d'éléments composant un engin incendiaire ou explosif pour préparer une destruction, dégradation ou atteinte aux personnes.
- Association de malfaiteurs en vue de commettre un crime de destruction volontaire par l'effet d'un incendie, d'une substance explosive ou de tout autre moyen de nature à créer un danger pour les personnes, commis en bande organisée.
- Refus de se prêter aux prises d'empreintes digitales ou de photographies lors d'une vérification d'identité.
- Refus de se soumettre au prélèvement biologique destiné à l'identification de son empreinte génétique par personne soupçonnée de crime ou délit.

Ça fait froid dans le dos.
Voilà pour les faits, nous allons tenter d'y apporter une réflexion.

Ce n'est évidemment pas au regard de ce que nous détenions ou de ce que nous projetions de faire que nous avons été traités de la sorte. L'État criminalise la révolte et tente d'étouffer toute dissidence « non-autorisée». Ce sont nos idées et notre façon de lutter qui sont visées, en dehors des partis, des syndicats ou autres organisations.

Face à cette colère que l'État ne parvient ni à gérer ni à récupérer, il isole et désigne l'ennemi intérieur. Les fichiers de police et des renseignements généraux construisent des « profils-types ». La figure utilisée dans notre

cas est celle de « l'anarcho-autonome ». Le pouvoir assimile cette figure à des terroristes, construisant une menace pour créer un consensus auprès de sa population, renforcer son contrôle et justifier la répression.



C'est pourquoi nous sommes aujourd'hui en prison. C'est la solution choisie par l'État pour la gestion des illégalismes, des « populations à risque ». Aujourd'hui il faut enfermer plus pour plus longtemps.

Les contrôles, toujours plus efficaces, et les sanctions qui font peur assurent à ceux qui détiennent ou profitent du pouvoir une société où chaque individu reste à sa place, sait qu'il ne peut pas franchir les lignes qu'on a tracées pour lui, qui l'entourent et le compriment, sans en payer le prix.

Si nous luttons aux côtés de sans-papiers, c'est que nous savons que c'est la même police qui contrôle, le même patron qui exploite, les mêmes murs qui enferment. En allant à la manifestation, nous voulions crier en écho « Liberté » avec les prisonniers, montrer qu'on était nombreux à entendre la révolte qu'ils ont menée pendant plusieurs mois. Allumer un fumigène, tenter de s'approcher le plus possible des grilles de la prison, crier « fermeture des centres de rétention », avec la détermination de vouloir vivre libre.

Cette lutte, dans laquelle on peut se reconnaître, est un terrain de complicités à construire, un lieu possible de l'expression de notre propre révolte.

Nous ne nous considérons pas comme des « victimes de la répression ». Il n'y a pas de juste répression, de juste enfermement. Il y a la répression et sa fonction de gestion, son rôle de maintien de l'ordre des choses : le pouvoir des possédants face aux dépossédés.

Quand tout le monde marche en ligne, il est plus facile de frapper ceux qui sortent du rang. Nous espérons que nous sommes nombreux et nombreuses à vouloir posséder pleinement nos vies, à avoir cette rage au cœur pour construire et tisser les solidarités qui feront les révoltes.

Bruno et Ivan, avril 2008

ivan, bruno et farid libérés !

Vendredi, Ivan et Bruno, incarcérés depuis le 19 janvier, ont été libérés et placés sous contrôle judiciaire. L'instruction continue mais cette affaire antiterroriste commence à se dégonfler. Une semaine plus tôt dans la même affaire, Farid, arrêté le 23 janvier à Vierzon en compagnie d'Isa, était libéré également sous contrôle judiciaire. Isa, par contre, est toujours détenue à la prison de Lille-Séquedin.

La semaine de solidarité prévue du 9 au 16 juin est évidemment plus que jamais maintenue, pour la liberté d'Isa et de tous les autres prisonniers.

Solidarité !

semaine de solidarité sans frontieres du 9 au 16 juin 2008

Ivan, Bruno et Damien sont interpellés le 19 janvier 2008 sur la route les menant à la manifestation vers le centre de rétention de Vincennes (près de Paris) en possession de fumigènes artisanaux et de clous tordus (crève pneus). Arrêtés, ils refusent l'identification par empreintes et par ADN. Deux sont placés en détention, un est sous contrôle judiciaire

Deux autres personnes sont arrêtées le 23 janvier par la douane, lors d'un contrôle routier près de Vierzon. Dans leur coffre, du chlorate, des plans d'une prison pour mineurs (EPM) et des manuels de sabotage. Elles sont incarcérées sous une juridiction spéciale : l'antiterrorisme. Les flics les accusent d'avoir eu l'intention de s'attaquer à un EPM et pour l'une des deux, d'une tentative de sabotage sur un véhicule de police.

Aujourd'hui, tous les cinq sont mis en examen pour « détention et transport de substances explosives ou incendiaires » et « association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroriste ». Quatre d'entre eux sont incarcérés depuis quatre mois.

Le mandat de dépôt de deux d'entre eux vient d'être reconduit pour quatre mois supplémentaires par les juges anti-terroriste, tandis qu'une autre a déjà un mandat d'un an.

Des récentes mutineries dans les centres de rétention en grève avec occupation de leur lieu de travail par des centaines de sans-papiers, cela rappelle à tous qu'exploitation et enfermement sont liés. Non seulement par le développement du travail en prison ou l'aspect toujours plus carcéral des conditions d'exploitation, mais aussi parce que l'incarcération (des sans-papiers, des mineurs, de ceux qui s'obstinent à survivre hors du salariat ou de tout ennemi de l'intérieur) est une des menaces qui permet à tous d'accepter des conditions d'exploitation toujours plus infâmes.

La nécessaire solidarité avec les prisonniers ne peut pas être exclusivement matérielle. Elle se constitue aussi de toutes les luttes, de tous les actes et résistances qui s'opposent et s'attaquent à la bonne marche de l'Etat et du Capital. Elle se veut également une extension et une intensification de la révolte… Qu'il s'agisse de fumigènes allumés à Dijon, Grenoble, Toulouse ou Paris, de banderoles déployées, d'organismes liés aux expulsions attaqués, de tags et de blocages dans les rues ou d'une émission de radio perturbée, plusieurs actes de solidarité se sont déjà déroulés un peu partout.

L'idée d'une semaine de solidarité entre le 9 et le 16 juin est d'intensifier à cette période divers actes solidaires qui pourront se répondre et qui ne s'arrêteront peut-être pas là...

Solidarité avec les deux de Vierzon, avec Bruno, Ivan, Damien et les autres !

Liberté pour tous les prisonniers, avec ou sans papiers !

Liberté pour toutes et tous !



chronologie de la semaine de solidarité sans frontieres du 9 au 16 juin

7 juin

Lyon : À 15h, une petite centaine de personnes est rassemblée derrière la préfecture, rue Dunoir, derrière une banderole («Vive la solidarité avec les sans-papiers. Liberté pour Bruno et Ivan»). Le temps de lire la lettre écrite en taule par les camarades inculpés et le petit groupe décide de s'ébranler hors de ce trou à rat, histoire d'être un peu plus visible un samedi après-midi. Des fumigènes sont allumés, dont certains artisanaux (terroristes !). Les slogans ? Contre les prisons, les frontières, en solidarité avec les sans-papiers et puis «liberté pour Bruno et Ivan».

8-9-10 juin

Genève : «(…) une affiche de soutien intitulée « Qui sont les terroristes ? » a été placardée sur une dizaine de maisons occupées et évacuées depuis l'été dernier. (...)!»

Paris : «(…), trois banderoles ont été posées dans le 18ème arrondissement de Paris dans la nuit de samedi à dimanche et de dimanche à lundi : «Résistances aux contrôles. Plus de papier du tout», «Emeutes dans les centres de rétention solidarité», «solidarité avec les sans-papiers en lutte»

Lyon : «Dans la nuit du dimanche 8 au lundi 9 juin, cinq institutions participant activement à la traque et à la «gestion» des sans-papiers ont été attaquées, à Lyon. Leurs vitres ont été brisées et leurs façades peinturlurées.

- L'ANAEM (ex OMI), qui gère la main d'œuvre étrangère et organise les retours volontaires vers les pays d'origine : «l'ANAEM déporte et humilie».
- Air France, qui permet la déportation quotidienne des sans-papiers : «non à la déportation des sans-papiers».
- La Police de l'Air et des Frontières, qui réprime, contrôle et déporte les sans-papiers : «PAF=NAZI».
- Un bureau de vente Bouygues Immobilier, qui construit les prisons et- les centres de rétention : «non aux prisons».
- Une agence BNP, qui exploite et livre les sans-papiers.

Solidarité avec les enfermé/es, avec ou sans chlorate !.»

11 juin

Moscou : Environ 30 anarchistes sont venus devant l'ambassade de France, ont distribué des tracts et crié des slogans en Russe et en français : «Solidarité avec les sans-papiers !», «Non à la répression !», «Non a la terreur !». Une banderole a été accrochée sur l'ambassade avec le slogan «Solidarité avec les sans papiers et les anarchistes qui sont soumis à la répression ! « et des fumigènes ont été allumé pour exprimer une symbolique de solidarité avec les compagnons

accusés de terrorisme pour avoir possédé ce même type d'objet.

Rouen : «(…) une banderole a été déployée sur l'immeuble du Théâtre des Arts, à l'occasion d'un concert. On pouvait y lire : « DESTRUCTION DES CENTRES DE RÉTENTION. LIBERTÉ POUR ISA ET TOUS LES PRISONNIERS ». Des tracts expliquant l'objet de la semaine de solidarité sans frontières ont été lancés depuis le toit ainsi que les lettres d'Ivan et Bruno et Isa et Farid. Solidarité pour tous les sans-papiers et tous les prisonniers !»

Grenoble : rassemblement à 13h30 devant la Préfecture puis occupation pendant quelques heures du Musée de la Résistance par une cinquantaine de personnes. Des banderoles («solidarité avec les sans-papiers», «résistons encore !» ou «ni prison, ni frontières, ni matons, ni charters») ont été déployées sur sa façade, et de nombreux tracts distribués.

12 - 13 juin

Paris : «(…) Jeudi après-midi, (…) une trentaine de personnes ont attaqué l'APIJ (Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice) à Paris dans le XIIIème arrondissement. L'APIJ (anciennement l'AMOTMJ) est un acheteur public qui s'occupe (…) principalement de la construction des prisons. Lors de cette action, une grande quantité de déchets en tout genre a été déversée dans le hall de l'agence ainsi que sur la façade : Oeufs de peinture, huile de vidange, boules puantes, litières, ordures, nuage de farine et autres mixtures bien pourries. Des slogans ont été tagués à l'entrée «GUERRE SOCIALE», «FEU AUX PRISONS», «LA TERREUR D'ETAT C'EST ICI». (…)

Paris : «Dans la nuit du jeudi 12 au vendredi 13 juin, (…) Une agence Air France a eu toutes ses vitrines brisées et un slogan a été tagué dessus : «SABOTONS LA MACHINE A EXPULSER». (…) Dans le 20ème, c'est une agence Bouygues Telecom qui a eu ses vitrines endommagées et taguées «FEU AUX PRISONS». L'entreprise Bouygues est l'un des principaux constructeurs de prisons et de centres de rétention. Continuons à harceler les entreprises qui font leur fric en construisant des prisons ou en expulsant des sans-papiers !»

Thessalonique (Grèce) : Un peu plus d'une soixantaine d'anarchistes, antiautoritaires et autonomes ont participé à un rassemblement devant le consulat de France, qui a duré une demi-heure et s'est terminé en petite manifestation. «La politique anti-terreur de l'Etat ne peut pas nous terrifier, elle ne peut que nous rendre plus enragés et plus déterminés. Solidarité avec les deux de Vierzon, Bruno, Ivan, Damien. Liberté pour tous les prisonniers, avec ou sans papiers. Liberté pour tous».

Turin (Italie) : 1 heure et demi d'émission sur radio black out pour parler de la situation française par rapport aux CRA, l'adn, les opérations anti-terroristes et puis pour parler des copains en taule, pardon, des copains qui étaient en taule... lecture des 2 lettres et d'autres documents de «mauvaises intentions».

13-14 juin

Paris : «(…), plusieurs véhicules se sont incendiés simultanément dans la nuit du vendredi 13 au samedi 14 juin à Paris : une voiture diplomatique rue Weiss (13e arrondissement) devant le ministère de l'économie (et une BMW défoncée), une camionnette toute neuve de l'entreprise Forclum (appartenant au groupe Eiffage, constructeur des prisons) rue de Charenton (12e), et un camion de la mairie de Paris rue de Coriolis (12e), qui s'évertue comme ses prédécesseurs à chasser les pauvres de la ville. Feu à toutes les prisons ! Liberté pour tous les prisonniers, avec ou sans papiers, avec ou sans chlorate !»

Bruxelles : l'entrée de la station de métro Osseghem, dans le quartier de Molenbeek, est totalement dévastée par un groupe d'inconnus en moins de deux minutes : distributeurs de billets, composteurs, caméras de surveillance et grandes baies vitrées. Sur place, un tag précise «Stop aux rafles».

Moscou : «Les bureaux de la compagnie aérienne française Air France ont été repeints avec les slogans «Solidarité avec les sans-papiers» (en français) et «No states, no borders, no races» (en anglais). (…)Air France participe aux déportations d'immigrés, multipliant les souffrances et la douleur sur la planète.»

Vigan : Rassemblement sur le marché du Vigan quelques idées sur les luttes qu'il nous importe aujourd'hui de mener. Lutte au côté des camarades inculpés ou incarcérés, lutte contre les CRA, lutte contre les prisons, lutte contre la société qui les engendre, lutte contre le contrôle de nos existences. Cette petite action fut appuyée par une table de presse assez bien fournie, une bouffe tirée du sac, une caisse de soutien, des affiches collées un peu partout dans la ville, une projection en soirée avec la préparation d'une journée de manif à Sète et devant le centre de rétention qui est prévue le 28 juin.

16-17-18 juin

Bruxelles : «Dans la nuit de lundi 16 juin 2008, une camionette de ISS Cleaning a été incendiée à Bruxelles. ISS Cleaning effectue les travaux de nettoyage dans les centres fermés [centres de rétention].»

Lille : «Dans la nuit du 17 au 18 juin, les vitres de l'agence de la BNP située rue Gambetta à Lille ont été brisées. « Non aux rafles, BNP collabo » a été tagué sur le mur en face. (…) Solidarité avec les inculpés ! Fermeture des centres de rétention ! Liberté pour tous et toutes ! Des retardataires en colère.»

23 juin

Montevideo : «La nuit du 23 juin 2008, un engin explosif de faible intensité a explosé dans la chambre uruguayo-française de Montevideo. (…) Parce que la liberté est plus qu'une parole écrite. Pour la liberté de toutes et tous».

9-16 juin

Grenoble : «(…) Pendant cette semaine, les locaux de plusieurs entreprises ou institutions qui participent à la traque et à l'expulsion des sans papier-es ont été attaquées. Leurs vitrines ont été taguées, peinturlurées ou brisées.
- Air France qui prend en charge volontairement la plupart des expulsions de sans papier-e-s.

constructeurs de prisons et de centres de rétention.
- BNP, connue pour livrer les sans-papier-e-s aux flics.
- La Croix Rouge, constructeur de centres de rétention en Belgique et en Italie ; chargée en France de donner un «visage humain» aux CRA.
- la TAG qui dernièrement avait balancé une sans-pap' aux keufs.
- la CGT qui récemment a attaqué les sans-papier-e-s, qui occupaient la bourse du travail à Paris, lors d'une manifestation.

Continuons à harceler les collabos qui font leur fric en construisant des prisons et en participant à l'expulsion des sans-papier-e-s. (…)»

Bizkaia (Pays-Basque) : Chaque jour de la semaine du 9 au 16 juin, dans les villages de Algorta et Erromo (Bizkaia), des banderoles informatives ont été suspendues en soutien aux 5 compagnons français. A Astrabadua (Bizkaia), un autre groupe d'individus solidaires a envoyé des fax pendant une demie-heure à l'ambassade de France en Espagne. Le fax comportait une seule phrase : «Liberté pour Isa, relaxe pour Bruno, Ivan, Farid et tous les autres».

Chronologie tirée du site : *cettesemaine.free.fr* et revisitée par nos soins pour des raisons de mise en page

solidarité

Face à la politique répressive, visant à endiguer les conflits sociaux de plus en plus tangibles en France, des caisses de solidarité voient le jour un peu partout. En voici quelques unes :

*antirepresssionlyon@gmail.com
* kalimerosouslesoleil@no-log (sud-est)
* kalimeroparis@gmail.com
*labigorne35@gmail.com (Rennes)

affaire de vierzon :

des nouvelles de la derniere arrestation

Le 23 janvier 2008, deux personnes, un garçon et une fille, sont arrêtées par la douane, lors d'un contrôle routier près de Vierzon. Dans leur coffre : du chlorate, des plans d'une prison pour mineurs (EPM) et des manuels de sabotage. Elles sont incarcérées sous une juridiction spéciale : l'antiterrorisme. Les flics les accusent d'avoir eu l'intention de s'attaquer à un EPM, et elles sont mises en examen pour « détention et transport de substances explosives ou incendiaires » et « association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroriste ». De plus, la fille est accusée d'avoir participé à une tentative d'incendie, durant la période électorale, d'un véhicule de police garé devant le commissariat du 18e arrondissement. Son ADN, pris de force comme celui de son ami, concorderait avec un de ceux retrouvés sur le dispositif incendiaire. Quatre ADN masculins non identifiés auraient aussi été retrouvés sur ce dispositif.

Le frère de l'inculpée fait d'abord une demande de visite. Voyant que cette demande est soumise à condition d'une convocation au commissariat il décide de ne pas s'y rendre (D'autant qu'étant fiché politiquement, cette convocation prétexte avait peu de chance d'aboutir à un permis de visite.)

(…)Aux yeux de la justice, cette attitude est suspecte, et celle-ci décide d'organiser une filature pour le retrouver et l'arrêter. Elle met en place une surveillance de certains lieux de lutte sur Montreuil, et quadrille certains quartiers de flics en civil plus ou moins déguisés (une habituée du quartier a clairement identifié des flics en clodo).

Mercredi 21 mai, le frère est arrêté en pleine rue à Montreuil sous prétexte d'un contrôle d'identité quelconque par des flics en civil de la Brigade Criminelle. Il est immédiatement emmené Quai des Orfèvres, et mis en garde à vue dans le cadre d'une commission rogatoire. L'objectif est de prendre son ADN et de le confronter à ceux retrouvés sur le dispositif incendiaire. Malgré son refus de se soumettre au prélèvement, les flics lui prennent son caleçon de force au moment de la fouille et l'envoient au laboratoire pour l'analyser.

(…) A la 47e heure de garde-à-vue, les résultats de l'analyse de l'ADN tombent : il n'y a pas de concordance, et le prévenu doit donc être libéré puisque aucune charge ne pèse sur lui. Ce n'est pas pour autant que l'ADN ne sera pas ajouté au fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG). D'ailleurs, Ménara le dit clairement, chaque militant d'extrême gauche qui passera entre les mains de la police se verra prendre son ADN. La recherche des quatre ADN retrouvés sur le dispositif donne un cadre juridique prétexte pour continuer à enrichir leur fichier d'empreintes ADN. Pour eux l'objectif est de constituer un fichier ADN des « militants d'extrême gauche». Cette logique s'inscrit dans une volonté de fichage systématique qui est déjà effective dans certaines affaires (stup', grand banditisme, pédophilie, etc.). Elle se généralise de plus en plus à toute personne qui a affaire à la police (tag, joint, vol, ébriété, excès de vitesse… et simple convocation en tant que témoin).

Dans toutes les situations, il reste important, même si les flics peuvent parfois le prendre de force, de refuser de donner son ADN. Parce que pour eux, c'est toujours plus compliqué et plus de moyens que de devoir le prendre de force, et qu'ils ne traqueront pas toutes les personnes qui refusent. Il est important de créer un rapport de force suffisant, de faire face collectivement au processus de fichage.

Multiplier ces petits actes d'insoumission enraye la machine.

Refusons le fichage. Insoumission !

(texte trouvé sur indymedia Grenoble)



QUI SONT LES TERRORISTES ?

Les conditions de vie toujours plus insupportables qui nous sont imposées reposent sur la peur. Peur de ne pas avoir de boulot et de ne pas arriver à boucler les fins de mois. Peur de la police, peur de la prison. Parce qu'au fond, la matraque et son acceptation est ce qui garantit les rapports sociaux.

Dans ce monde à l'envers, le terrorisme ce n'est pas contraindre des milliards d'êtres humains à survivre dans des conditions inacceptables, ce n'est pas empoisonner la terre. Ce n'est pas continuer une recherche scientifique et technologique qui soumet toujours plus nos vies, pénètre nos corps et modifie la nature de façon irréversible. Ce n'est pas enfermer et déporter des êtres humains parce qu'ils sont dépourvus du petit bout de papier adéquat. Ce n'est pas nous tuer et mutiler au travail pour que les patrons s'enrichissent à l'infini. Ce n'est pas même bombarder des populations entières. Tout cela, ils l'appellent économie, civilisation, démocratie, progrès, ordre public.

La politique est en réalité l'art de travestir les faits en changeant les mots. Leur «guerre au terrorisme» à l'échelle planétaire n'est qu'une arme de propagande pour légitimer toute agression militaire à l'extérieur et toute répression des rebelles à l'intérieur.

Dans un effet miroir, l'Etat voudrait tous nous obliger à être le reflet de sa sale gueule autoritaire. Des amitiés, des affinités et le partage d'une même idée de liberté deviennent une «association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste». Des liens tissés dans les luttes deviennent une «mouvance anarcho-autonome». Un fumigène devient une bombe.

Et pourtant, s'organiser n'est pas nécessairement constituer une Organisation, tout comme une grève n'est pas une prise d'otage. L'attaque contre une banque, une prison, une ANPE, une permanence électorale, un centre de rétention, le sabotage de la circulation des trains ou des machines dans une usine, ne sont pas du « terrorisme ». Un abîme sépare ceux qui s'insurgent pour se libérer et ceux qui frappent dans le tas pour défendre, consolider ou conquérir le pouvoir, c'est-à-dire les Etats, les patrons, leurs mercenaires et leurs laboratoires de mort.

Dans cette guerre sociale qui se déroule au travail comme dans la rue, de jour comme de nuit, l'ennemi est désormais tout individu qui fait obstacle à la marche radieuse du capital.

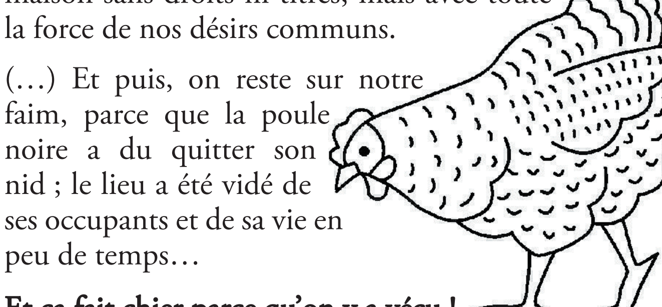
Que chacun, de la manière
qu'il estime la plus adéquate,
s'oppose au terrorisme d'Etat et
au totalitarisme démocratique.
Nous ne subirons pas
cette déclaration de guerre
en baissant la tête.

QUE CRÈVE LE MEILLEUR DES MONDES !

(affiche placardée un peu partout en france et ailleurs)

bouillon de poule

La poule noire, c'était un squat bruxellois ouvert en novembre par des gens qui refusent de vendre leur temps et leurs rêves, qui refusent de se résigner à la cage qu'on leur assigne, de ceux qui ont toujours pensé que « si tout le monde faisait exception » les choses deviendraient réellement intéressantes.(…) Alors dans ce monde qui nous inflige, nous vend, nous serine et nous injecte la peur à toutes les sauces. Dans ce monde où tout semble nous pousser à rester la tête plantée dans le sable en attendant le pire, on a préféré y planter nos idées, on s'est installés dans cette maison sans droits ni titres, mais avec toute la force de nos désirs communs.



(…) Et puis, on reste sur notre faim, parce que la poule noire a du quitter son nid ; le lieu a été vidé de ses occupants et de sa vie en peu de temps…

Et ça fait chier parce qu'on y a vécu !







Un local anarchiste a récemment ouvert ses portes à Bruxelles. Un espace de rencontres et de discussions; un instrument destiné à aiguiser nos connaissances et à trouver des bases solides pour affronter la domination.

DANS LA BIBLIOTHÈQUE du local, vous pourrez trouver essentiellement des livres et des publications qui ont trait à l'histoire des luttes sociales, la critique anti-autoritaire et la pensée anarchiste. Au fil du temps, la lutte contre la domination s'est exprimée de différentes manières et sur différents terrains: dans le mouvement ouvrier, dans la lutte contre les différentes formes d'enfermement et d'aliénation, dans la résistance aux nuisances techno-industrielles, dans l'assaut contre les divers mécanismes d'oppression qu'engendre l'autorité. Des idées et des histoires qui offrent des expériences et des perspectives de lutte et exhortent à la révolte. Vous pourrez consulter ces publications sur place ou les emprunter.

DANS LES ARCHIVES, vous pourrez consulter beaucoup de vieux numéros de publications anarchistes, révolutionnaires et anti-autoritaires - tout comme des traces écrites d'agitation (affiches, tracts, textes...) de notre entourage.

Dans le local vous trouverez aussi UNE TABLE DE PRESSE où vous pourrez vous procurer des publications (journaux, livres, brochures) dont le point commun est l'intransigeance envers ce monde d'exploitation et d'oppression.

En dehors des permanences, des soirées de discussions et d'autres activités seront régulièrement organisées au local.

Ouverture le 17 mai 2008

* à partir de 14h présentation du project, ouverture de la bibliothèque et du distro

* à 20h

'La raison du plus faible'

Un film sur des chômeurs dans la région de Liège qui décident de transgrésser la légalité pour se réapproprier ce qui leur appartient.

Permanences

chaque jeudi
de 17h à 21h

chaque samedi
de 14h à 18h

32, Rue de la Grande Ile
1000 Bruxelles
(près de la Bourse)

acrata@post.com

Des lieux se ferment, d'autres ouvrent. Ca fait du bien de revoir une bibliothèque anarchiste sur Bruxelles. A Acrata vous pourrez trouver pas mal de choses qui nous inspirent. Nous reprenons ci-dessous deux parutions, que le groupe derrière Acrata a mis en avant dans sonprogramme de juin.

El Cono Sur ardiente - mai 2008

Cette publication à numéro unique compile différents textes à propos de la guerre sociale dans le Cono Sur, traitant de différents thèmes comme, les journées de lutte et le terrorisme d'Etat au Chili, l'implantation des usines de cellulose en Uruguay, la répression contre les compagnons de l'athénée anarchiste Angela Fortunato en Argentine et les révoltes face la misère quotidienne (autour des transports publics, de la question de l'avortement, de l'exploitation,...).

Ou en sommes-nous ? et autres textes par Miguel Amoros

Cette brochure recueille plusieurs articles et comptes rendus des causeries, écrits par Amorós. Ces textes traitent de l'histoire contemporaine espagnole, de la technologie et des rapports sociaux, du lien entre les luttes contre les nuisances, de l'histoire de la lutte des classes et de la critique des différentes formes que peut prendre l'aliénation moderne, y compris la fausse contestation. Les traducteurs ont fait une vaste introduction qui pose clairement les limites des textes d'Amorós. Ils posent notamment leurs divergences à propos des perspectives de révolte, et également à propos de la question d'organisation, de la conception de l'Etat et du développement capitaliste de l'exploitation.


Etre libre,
c'est ne plus
Avoir peur !